



Carnet de relance, contours de la France d'après



**Caisse
des Dépôts**
GROUPE

Rapport d'activité
et de développement durable
2021-2022

Sommaire

04
Portfolio

22
Une gouvernance
qui garantit stabilité
et continuité

13
Dessiner
les contours de
la France de 2030

24
Partie 01
Être moteur de la
transformation positive
de notre économie

14
Plan de relance,
un levier pour l'économie
de demain

42
Partie 02
Être l'artisan
de l'intérêt général

16
Grand entretien
avec **Éric Lombard**,
Directeur général de
la Caisse des Dépôts

56
Partie 03
Être ambassadeur
d'un modèle plus
inclusif et durable

66
Cahier
des indicateurs

De l'urgence à l'après

Deux ans après avoir mobilisé en urgence 26 milliards d'euros de fonds propres et plus de 70 milliards d'euros de prêts pour faire face aux conséquences de la crise sanitaire, la Caisse des Dépôts est la cheville ouvrière de l'après, du sens et de l'orientation à donner à la performance économique et à l'attractivité de demain. Au service d'une France bas carbone, inclusive et durable.



Redynamiser les petites villes et les villes moyennes



← Comme à Manosque, lauréate du programme Action cœur de ville, nous accompagnons plus de 200 villes moyennes dans leurs projets pour rénover l'habitat, améliorer l'accessibilité et la mobilité, favoriser le retour des commerces et des services en centre-ville.



Pour écouter le podcast
 COMPTOIR DE CAMPAGNE,
 L'ÉPICERIE QUI RÉVEILLE
 NOS VILLAGES



Développer des solutions de mobilité durable



↑ Nous sommes engagés pour la mobilité durable et mobiliserons 3,5 milliards d'euros entre 2020 et 2024 (prêts et investissement) pour financer des infrastructures de transports et des véhicules propres. Ici, la station multi-énergie de la Roche-sur-Yon, qui comprend une station d'approvisionnement en GNV et une autre en hydrogène renouvelable. Elle est alimentée depuis le premier site de production industrielle d'hydrogène renouvelable exploité par la société Lhyfe, dans laquelle la Banque des Territoires a investi.

Le développement de centrales biomasse, de fermes solaires... assurera la transition énergétique de la France et le respect des objectifs de la Stratégie nationale bas carbone et de la Programmation Pluriannuelle de l'Énergie pour atteindre au moins 40% de la production d'électricité d'origine renouvelable à l'horizon 2030.

À Bordeaux, la Banque des Territoires a investi dans la plus grande centrale solaire urbaine d'Europe, d'une capacité de 75 GW, dont la production alimentera l'agglomération bordelaise.



Accélérer la transition énergétique pour lutter contre le réchauffement climatique



Nous mobilisons toutes nos expertises et nos financements pour redynamiser la croissance et favoriser la relocalisation des entreprises industrielles sur l'ensemble des territoires. Nous avons engagé plus de 400 millions d'euros dans le programme Territoires d'industrie depuis deux ans et financé plus de 60 centres de formation dédiés aux secteurs clés en 2021. Ici, une chaîne de production de Lisi Aerospace, lauréate du fonds de modernisation France Relance, spécialisée dans la forge et l'usinage de pièces complexes pour les grands donneurs d'ordre de l'aéronautique.

Investir dans la réindustrialisation et accompagner nos entreprises



Lutter contre les fractures numériques

↑ Pour déployer les infrastructures numériques sur tous les territoires, nous nous appuyons sur des écoles d'insertion permettant simultanément de soutenir la formation des jeunes sans diplôme, comme à l'école des Plombiers du numérique de Bordeaux, qui dispense un apprentissage au métier de technicien spécialisé dans le déploiement de la fibre optique.



Pour écouter le podcast
FRENCH TECH : MEDIAN
TECHNOLOGIES, LA PÉPITE
QUI VOULAIT DEVENIR LICORNE



Nous sommes le premier financeur du logement social et l'un des principaux bailleurs en France. Nous finançons la construction et la rénovation de logements abordables pour tous les publics, sur tous les territoires, en portant une attention particulière aux plus précaires, notamment en quartier prioritaire de la politique de la ville. Ici, à Cesson, en Seine-et-Marne, une scène de la vie quotidienne devant des habitations à loyers modérés en façade de bois, à forte performance thermique.

Financer massivement la construction et la rénovation de logements



Inventer les solutions de prise en charge de la dépendance et du mieux-vieillir

↑ Nous accompagnons les acteurs du secteur dans la restructuration des structures d'accueil spécialisées pour les rendre plus adaptables aux nouveaux besoins et améliorer le confort des patients, la qualité des parcours de soins et des nouvelles activités médicales. Comme ici avec CDC Habitat et les maisons partagées Simon de Cyrène à Nantes, où des adultes, devenus handicapés au cours de leur vie, peuvent construire un nouveau projet et développer leur autonomie au quotidien, pour être chez soi sans être seul.



Pour écouter le podcast
LE BÉGUINAGE, LA VIE
EN COMMUNAUTÉ
POUR LES SENIORS



Développer les compétences de tous



↑ Nous accompagnons tous les parcours de vie, en particulier en soutenant la formation professionnelle. Nous développons des plateformes d'intérêt général pour permettre à chacun de développer ses compétences et finançons des centres de formation spécialisés, comme l'École de production du Havre, dont la mission est de former aux métiers de la chaudronnerie des jeunes en décrochage scolaire.



Pour écouter le podcast
CHAUDRONNERIE À CHOLET :
L'APPRENTISSAGE ET L'INDUSTRIE
AU CŒUR DE LA RELANCE



Dessiner les contours de la France de 2030

Depuis 200 ans au service de l'intérêt général, la Caisse des Dépôts finance le développement économique et la croissance de la France. Son plan de relance, ancré dans les territoires et le quotidien des Français, s'articule autour de 4 priorités à fort impact économique et social.



Plan de relance, un levier pour l'économie de demain

26 Md€
d'investissement
mobilisés

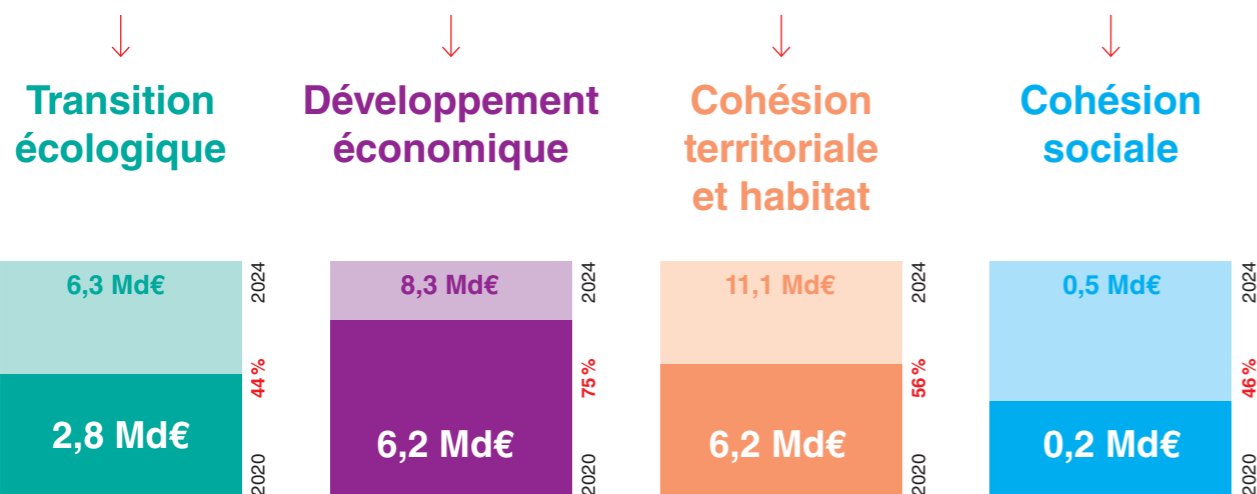


Le Groupe s'est engagé en septembre 2020 à investir plus de 26 milliards d'euros d'ici à 2024 pour soutenir l'économie et agir sur quatre grands axes qui impactent le quotidien de tous les Français : la transition écologique, la cohésion territoriale et l'habitat, le soutien aux entreprises, la cohésion sociale. Avec plus de 15 milliards d'euros engagés fin 2021, près de 60% du plan ont été réalisés avec l'objectif d'atteindre a minima 80% d'ici à fin 2022. À ces 26 milliards d'euros de fonds propres s'ajoutent 10 milliards d'euros de fonds de tiers levés auprès de différents institutionnels et 70 milliards d'euros de prêts sur Fonds d'épargne, qui pourront également être mobilisés au bénéfice du logement social et du secteur public local. Résolument durable, digital et participatif, notre plan de relance met l'accent sur une croissance soucieuse des générations futures. Il s'inscrit en parfaite résonance avec le plan d'investissement européen « Next Generation EU », et permet à la Caisse des Dépôts de proposer des financements communautaires en plus des siens et de mettre en œuvre les politiques de l'Union au plus près des citoyens.

dont **65%** à travers **7 plans thématiques** pour agir au plus près des territoires

Environ **70 Md€** de prêts mobilisés sur Fonds d'épargne

soit **59%** d'exécution de notre plan



2295 MW de puissance d'énergie renouvelable financés par la Banque des Territoires
57 820 bornes de recharge des véhicules électriques (IRVE) financées par la Banque des Territoires

4,4 millions de locaux raccordables en fibre optique jusqu'au domicile + 1,8 million de lignes des RIP Orange concessions
+ de 1 300 nouvelles entreprises accélérées par Bpifrance

Près de 22 000 mises en chantier par CDC Habitat dans le cadre du programme 40 000 Vefa depuis son lancement
1,2 million de visiteurs dans les Espaces France Services (EFS)

3,5 millions de formations financées (Mon Compte Formation)
2 millions de visites sur la plateforme Mon Parcours Handicap depuis son lancement



Tourisme
accompagner l'évolution et le renforcement de la filière touristique



Commerce
relancer l'activité économique et commerciale des cœurs de ville



Habitat
soutenir le secteur de l'habitat social et abordable



Très haut débit
soutenir la digitalisation des territoires



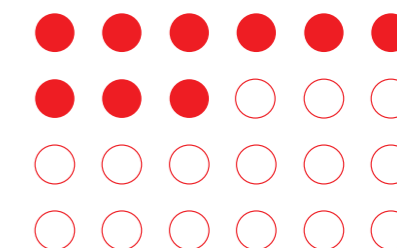
Industrie
se mettre au service de la relocalisation et de l'aménagement industriel



Santé médico-social
soutenir les secteurs sanitaire et médico-social

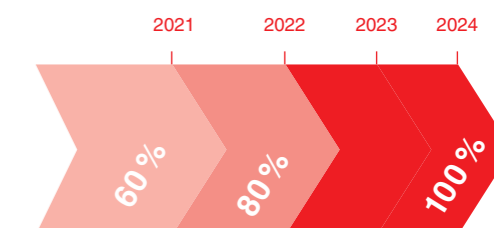


Climat
accélérer la transition écologique et énergétique des territoires



Dont **26,3 Md€** signés au 31 décembre 2021

Une montée en charge concentrée sur les premières années



→ **Éric Lombard**,
Directeur général
de la Caisse des Dépôts



« Un Groupe au service du progrès économique et social de la France. »

Plan de relance et soutien à la croissance, urgence climatique, aménagement du territoire, retraites, formation... Éric Lombard revient sur une année 2021 marquée par des résultats exceptionnels et réaffirme les ambitions du groupe Caisse des Dépôts au service de l'intérêt général.

□ **Comment qualifieriez-vous l'année 2021 ?**

E.L. → 2021, c'est avant tout l'année de mise en œuvre du plan de relance. Toutes les équipes se sont mobilisées sur cette priorité et, au 31 décembre, nous avons engagé 15,4 milliards d'euros sur notre enveloppe de 26 milliards d'euros, soit près de 60% de l'ensemble du plan. Notre objectif est bien sûr de poursuivre cette trajectoire pour atteindre à minima 80% de la réalisation de ce plan d'ici à la fin de cette année. Il faut également mentionner les 70 milliards d'euros de prêts sur Fonds d'épargne qui seront mobilisés au bénéfice du logement social et du secteur public local. Derrière ces résultats, ce sont des projets concrets sur tous les territoires, de nouvelles usines, des logements neufs ou réhabilités, des centres-villes plus attractifs... Lors de mes nombreux déplacements, je mesure à chaque fois notre impact sur le quotidien des Françaises et des Français. C'est là notre fierté, être utiles !
2021, c'est aussi le retour d'une forte croissance qui nous a permis de dégager des résultats exceptionnels de 4,6 milliards d'euros. Ils confortent la solidité et la pérennité de notre modèle car nous n'avons pas d'actionnaires et ne sommes pas financés par l'impôt.

□ **Ces résultats exceptionnels, à quoi vont-ils servir ?**

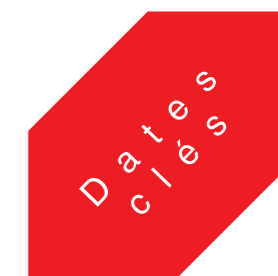
E.L. → Ces résultats nous permettent de contribuer au budget de l'État à hauteur de 2,5 milliards d'euros, ce qui fait de nous l'un des principaux contribuables. Nous renforçons également nos fonds propres de 11 milliards d'euros, pour atteindre désormais 62 milliards d'euros. Cela

va nous permettre de poursuivre et d'amplifier nos investissements pour transformer notre économie et renforcer notre souveraineté économique et énergétique. Face à la pandémie, à la guerre en Ukraine et à ses conséquences macroéconomiques, le groupe Caisse des Dépôts a un rôle important à jouer. Dans un monde en mutation, notre modèle est solide. En tant qu'acteur du long terme, notre rôle est de penser la France de demain et imaginer les solutions pour accompagner une croissance plus durable et plus solidaire. Nous pourrions ainsi investir massivement dans les infrastructures énergétiques.

□ **Les Français ont beaucoup épargné depuis deux ans. Que faites-vous de cette épargne ?**

E.L. → Cette épargne ne dort pas, elle est mobilisée dans une logique 100% utile et responsable pour financer des projets, au plus près des Français. Ainsi, la renaturation des 124 hectares du marais de Tasdon, situé à 2 kilomètres du centre-ville de La Rochelle, a permis la restauration de sa biodiversité. Au total, plus de 500 projets sont financés chaque année par l'épargne des Français, sur tous les territoires, de Papeete à Dunkerque ! En accord avec les pouvoirs publics, nous avons procédé depuis trois ans à une importante refonte de notre offre de prêts : les Fonds d'épargne peuvent désormais financer des projets prioritaires pour les collectivités et le secteur public local dans le cadre de la transition énergétique des bâtiments, du logement, du tourisme, de la santé et du médico-social. Au total, c'est une enveloppe de 75 milliards d'euros de prêts que nous pouvons déployer au service de l'économie et des territoires d'ici à 2024.

« Notre rôle est de penser la France de demain et imaginer les solutions pour accompagner une croissance plus durable et plus solidaire. »



2018

création de la Banque des Territoires



2019

lancement de Mon Compte Formation



2020

création du grand pôle financier public avec l'intégration du groupe La Poste et de SFIL



« Nos résultats vont nous permettre de poursuivre et d'amplifier nos investissements pour transformer notre économie et renforcer notre souveraineté économique et énergétique. »



▫ Les deux derniers rapports du GIEC, publiés en février et avril 2022 traitent de la crise climatique, de l'urgence à agir et des enjeux d'adaptation. Les enjeux climatiques et environnementaux sont-ils des priorités pour le groupe Caisse des Dépôts ?

E.L. → Oui, plus que jamais ! Climat et biodiversité sont indissociables, et toutes nos actions sont évaluées au travers de ce prisme. Nous sommes engagés depuis près de vingt ans sur ces enjeux qui sont au cœur de nos valeurs et de nos missions. 2021 a été une année majeure avec le congrès de l'Union internationale de conservation de la nature (UICN), à l'occasion duquel nous avons organisé la première Journée de la nature du groupe Caisse des Dépôts. Politique climat, puis plan d'action biodiversité, prise en compte des objectifs de développement durable... depuis cinq ans nous avons pris de nombreux engagements, qui portent aujourd'hui leurs fruits. Dans le cadre de la relance, nous cherchons ainsi en priorité à transformer les secteurs les plus émissifs (bâtiment, transport, énergie) et à accompagner les démarches des collectivités locales pour préserver la biodiversité par des actions sur la préservation des ressources (l'eau et les forêts notamment) et le recyclage des déchets. Et nous avons lancé des travaux pour prendre en compte les enjeux d'adaptation au changement climatique de nos activités et accompagner les collectivités locales vulnérables dans leurs démarches d'adaptation. La révolution durable

est lancée, j'en suis convaincu, et le groupe Caisse des Dépôts en est un acteur majeur.

▫ Quel rôle peut jouer la finance ?

E.L. → La Caisse des Dépôts est impliquée de longue date au service de la finance durable. Nous sommes signataires du Pacte mondial des Nations Unies et des Principes pour l'investissement responsable depuis leur création, en 2000 et en 2006, et membre fondateur de la Net-Zero Asset Owner Alliance pour la décarbonation des portefeuilles depuis 2019. Aujourd'hui, nous nous engageons, au niveau du Groupe, à réduire de 55 % d'ici 2030 par rapport à 2020 l'empreinte carbone de nos portefeuilles d'actions et d'obligations et avons pris des engagements d'exclusion et de dialogue actionnarial renforcé sur les énergies fossiles. Nous avons par ailleurs adhéré à l'initiative internationale Climate Action 100+, qui permet de coaliser des actionnaires d'une même entreprise pour mener un dialogue actionnarial. Au niveau de la Place de Paris, l'initiative « Objectif Climat » que nous avons organisée avec 12 investisseurs a permis de lancer, début 2021, 3 fonds cumulant 615 millions d'euros d'investissements pour tester des méthodes avancées de prise en compte du réchauffement climatique dans la gestion d'actifs cotés. De la même manière, en mai 2021, nous avons lancé avec succès notre quatrième obligation durable depuis 2017, d'un montant de 500 millions d'euros et d'une maturité de cinq ans.



▫ Le champ d'action de la Caisse des Dépôts sur les politiques sociales a continué à s'accroître en 2021. Quelles sont les perspectives de développement pour l'année 2022, notamment sur les retraites ?

E.L. → Nous pensons que la réforme des retraites se fera. Les équipes de la direction des politiques sociales ont continué à travailler sur les différents scénarios. Le rapprochement avec le Service des retraites de l'État est établi, solide, et les coopérations opérationnelles sont renforcées. Et je pense que nous pouvons accompagner sereinement cette réforme, quelle qu'elle soit. Notre pôle social a également contribué au succès de Mon Compte Formation et a doté la France d'un outil puissant pour gagner la bataille des compétences. De fait, la Caisse des Dépôts est devenue un acteur majeur de la formation professionnelle en quelques années seulement. L'année 2022 va poursuivre cet ancrage avec les lancements du passeport de compétences et du passeport de prévention à l'automne prochain. De même Mon Parcours Handicap, dont le mandat nous a été confié en avril dernier, va poursuivre son développement. Enfin, nous souhaitons intensifier la présence du groupe Caisse des Dépôts dans les secteurs de la santé, du médico-social et du grand âge. Nous y travaillons avec SFIL, la Banque des Territoires, Icade et CDC Habitat. Le vieillissement de la population est un défi majeur, et nous contribuerons à y répondre.



« Politique climat, plan d'action biodiversité, prise en compte des objectifs de développement durable... la révolution durable est lancée, et le groupe Caisse des Dépôts en est un acteur majeur. »

100%

de l'épargne des Français utilisée de façon utile et responsable



Plus de

500

projets du secteur public local financés chaque année par l'épargne des Français



75 Md€

de prêts mobilisés au service de l'économie et des territoires d'ici à 2024

100%

des portefeuilles financiers décarbonés d'ici à 2050





Près de
80 Md€

injectés dans l'économie
par la Banque des
Territoires en trois ans



9/10

9 prêts sur 10
sont aujourd'hui décidés
localement

☐ **Banque des Territoires, Action cœur de ville (ACV), Petites villes de demain (PVD), Territoires d'industrie, c'est presque une nouvelle géographie que vous contribuez à dessiner ?**

E.L. → Oui, nous retrouvons une politique d'aménagement du territoire extrêmement dynamique, et je m'en réjouis. Depuis sa création en mai 2018, la Banque des Territoires s'est affirmée comme une marque forte au service des populations et des élus. La crise traversée en 2020 a conforté ses orientations et accéléré la déconcentration des décisions : 9 prêts sur 10 sont aujourd'hui décidés localement. Elle a rendu son offre plus lisible et a tenu ses promesses à destination de tous les territoires, notamment les territoires ruraux et les quartiers, où nous sommes dorénavant davantage présents. Parmi ses interventions, le programme Action cœur de ville, qui a remis les villes moyennes au centre des politiques territoriales, leur a redonné de la visibilité en mettant en avant leurs dynamiques. Mais, au-delà de la réussite des programmes ACV et PVD, je veux revenir sur le succès au cours des derniers mois du programme Territoires d'Industrie. Car relocaliser des productions, former des jeunes et moins jeunes aux métiers de l'industrie, développer une industrie plus verte, plus responsable, c'est aussi assurer la capacité d'innovation partout en France. La Banque des Territoires a injecté près de 80 milliards d'euros dans l'économie en trois ans et se positionne comme un acteur clé de la croissance. Je suis certain que l'année 2022 nous permettra, une nouvelle fois, d'accompagner de beaux succès sur l'ensemble du territoire.

☐ **Le groupe Caisse des Dépôts a beaucoup évolué ces dernières années. Comment le définiriez-vous aujourd'hui ?**

E.L. → Nous sommes un groupe public au service de l'intérêt général. C'est notre boussole. Nous avons changé d'échelle avec l'arrivée de La Poste et de SFIL en 2020.

De nouvelles opérations ont été finalisées en 2021, avec Orange Concessions, GRT Gaz et Suez. Les entités qui nous ont rejoints récemment doivent se coordonner avec nos métiers historiques. Nous travaillons tous ensemble pour renforcer nos coopérations sur des projets concrets. Par exemple, dans le Doubs, Bpifrance, La Banque Postale et la Banque des Territoires cofinancent la construction du centre d'expertise mondiale de Faurecia Clean Mobility sur les réservoirs à hydrogène. À La Réunion, la Banque des Territoires et La Banque Postale soutiennent le déploiement du pôle multifilière RUN'EVA, qui participe à la fin du tout-enfouissement en transformant en ressource les déchets n'ayant pu être évités. Ces deux projets illustrent parfaitement notre stratégie et notre ambition, mais aussi le sens de la démarche Vision Groupe, qui a été lancée il y a plusieurs mois et qui nous a permis de définir collectivement notre raison d'être : « Alliance unique d'acteurs économiques publics et privés, nous nous engageons, au cœur des territoires, pour accélérer la transformation écologique et pour contribuer à offrir une vie meilleure pour toutes et tous. »

Notre raison d'être :

« **Alliance unique d'acteurs économiques publics et privés, nous nous engageons, au cœur des territoires, pour accélérer la transformation écologique et pour contribuer à offrir une vie meilleure pour toutes et tous. »**

Une gouvernance qui garantit stabilité et continuité

Les principes de gouvernance de la Caisse des Dépôts ont été fixés par la loi lors de sa création en 1816 et répondent à deux principes : indépendance de la Commission de surveillance et autonomie du directeur général. Ces deux instances assurent la stabilité du Groupe et la continuité de ses actions.

- Éric Lombard**⁽¹⁾
Directeur général de la Caisse des Dépôts
- Olivier Sichel**⁽²⁾
Directeur général délégué de la Caisse des Dépôts et Directeur de la Banque des Territoires
- Catherine Mayenobe**⁽³⁾
Secrétaire générale du groupe Caisse des Dépôts
- Nicolas Dufourcq**⁽⁴⁾
Directeur général de Bpifrance
- Olivier Mareuse**⁽⁵⁾
Directeur des gestions d'actifs et des Fonds d'épargne
- Michel Yahiel**⁽⁶⁾
Directeur des politiques sociales
- Virginie Chapron-du Jeu**⁽⁷⁾
Directrice des finances du groupe Caisse des Dépôts
- Pierre Chevalier**⁽⁸⁾
Directeur juridique et fiscal du groupe Caisse des Dépôts
- Sophie Quatrehomme**⁽⁹⁾
Directrice de la communication du groupe Caisse des Dépôts
- Nathalie Tubiana**⁽¹⁰⁾
Directrice des risques du groupe Caisse des Dépôts
- Antoine Saintoyant**⁽¹¹⁾
Directeur des participations stratégiques du groupe Caisse des Dépôts



La Commission de surveillance

- Comité stratégique
- Comité des investissements
- Comité du Fonds d'épargne
- Comité d'audit et des risques
- Comité des nominations et des rémunérations
- Comité Éthique & RSE



- / Elle garantit la bonne gestion du Groupe
- / Elle adopte le budget de l'Établissement public
- / Elle garantit la mise en œuvre de ses missions d'intérêt général
- / Elle délibère sur les orientations stratégiques, la politique durable et l'appétence aux risques du Groupe
- / Elle assure le contrôle permanent de la gestion du Groupe
- / Elle approuve les opérations d'investissements et de cessions significatives (au-delà de 150 M€)
- / Elle fixe le besoin en fonds propres et en liquidité adapté aux risques en se référant au modèle prudentiel qu'elle détermine
- / Elle approuve les comptes sociaux et consolidés du Groupe



- / Elle pilote le Groupe et les activités de ses métiers
- / Elle élabore les comptes prévisionnels et propose le budget de l'Établissement public
- / Elle arrête les comptes sociaux et consolidés
- / Elle propose l'organisation générale
- / Elle fixe les orientations en matière de politique durable et suit la gestion des risques financiers et extra-financiers du Groupe

La direction générale de la Caisse des Dépôts



Une Commission de surveillance indépendante

Le Groupe, placé de la manière la plus spéciale sous l'autorité et la garantie de l'autorité législative, est constitué de la Caisse des Dépôts, Établissement public, et de filiales et participations stratégiques intervenant dans le domaine concurrentiel. La Commission de surveillance veille à la bonne gestion du Groupe et à la mise en œuvre de ses missions d'intérêt général. Son rôle a été renforcé avec la loi Pacte de 2019, qui a également modifié sa composition désormais paritaire (40% de femmes), avec 16 membres, dont 5 parlementaires, 2 représentants du personnel, 1 représentant de l'État et 8 personnalités qualifiées. La Commission de surveillance est présidée par une députée. Elle s'appuie sur un règlement intérieur et plusieurs comités spécialisés visant à renforcer sa capacité de surveillance.

Un directeur général autonome

Le directeur général de la Caisse des Dépôts est nommé pour cinq ans par décret du président de la République après avis public des commissions des finances du Parlement. Il dispose de pouvoirs de gestion étendus et d'une grande autonomie vis-à-vis de l'exécutif, qui ne peut le relever de ses fonctions qu'après avis de la Commission de surveillance ou sur proposition de celle-ci. Il est personnellement responsable de la gestion des fonds confiés à la Caisse des Dépôts.

Comité exécutif

Le comité exécutif, présidé par le directeur général de la Caisse des Dépôts, est le principal organe de pilotage du groupe Caisse des Dépôts. Il reflète les métiers qui constituent le cœur des activités du Groupe et suit les performances opérationnelles de la Caisse des Dépôts en veillant à la bonne adéquation de son offre aux besoins de ses clients, partenaires et usagers.

Quatre dispositifs de contrôle interne et externe

- Contrôle de la Commission de surveillance
- Dispositif de contrôle interne
- Supervision prudentielle de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR)
- Contrôle de la Cour des comptes

Quatre dispositifs d'encadrement et de transparence des rémunérations

- Plafonnement de la rémunération du directeur général par décret
- Plafonnement volontaire de celles des directeurs de l'Établissement public membres du comité exécutif
- Encadrement des indemnités versées aux commissaires surveillants
- Publication annuelle des rémunérations des dirigeants du Groupe

←
POUR PLUS D'INFORMATIONS, CONSULTER :

- LE CHAPITRE ASSOCIÉ DU RAPPORT D'ENGAGEMENT SOCIÉTAL ;
- LA PAGE « GOUVERNANCE ».

Être moteur de la transformation positive de notre économie

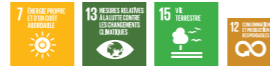


À TOULOUSE,
DES STRUCTURES
LÉGÈRES COMPOSÉES
DE COROLLES
POUR LA FUTURE
ZONE DE
FRAÎCHEUR URBAINE.

ELLES SONT
CONÇUES
ET INSTALLÉES
PAR LA START-UP
PARISIENNE URBAN
CANOPEE, DONT
LA BANQUE
DES TERRITOIRES
ACCOMPAGNE
LE DÉVELOPPEMENT.

Chaque jour, le groupe Caisse des Dépôts améliore le quotidien de millions de femmes et d'hommes en rendant possible la concrétisation de projets qui concilient performance économique et utilité environnementale et sociale. Il pilote son action autour de 4 axes stratégiques : la transformation écologique, le développement économique inclusif, la cohésion sociale et la cohésion territoriale.

Transition écologique



Atteindre la neutralité carbone



31 Md€

mobilisés par le Groupe en faveur de la transition écologique et énergétique (TEE) sur 2020 et 2021, soit 52% de la cible de 60 Md€ (2020-2024), ayant permis le financement de :

- 62 000 rénovations thermiques de logements sociaux, soit 31% de la cible 2020-2024 ;
- 2,3 GW d'énergie renouvelable, soit 26% de la cible 2020-2024 ;
- 57 820 bornes de recharge, soit 116% de la cible 2020-2024.

Le groupe Caisse des Dépôts est engagé pour une transition écologique juste et résiliente vers une économie respectant les limites planétaires. Via sa politique climat, mise à jour chaque année, il aligne ses propres activités sur un scénario à 1,5 degré et contribue à accélérer la neutralité carbone et la transformation de notre économie.

Quels enjeux ?

→ **Les constats scientifiques sont sans appel. Les impacts sur les événements météorologiques**, la santé humaine et les équilibres écologiques sont déjà réels et s'aggraveront fortement au-delà d'un réchauffement mondial de 1,5 °C. Face à l'urgence, le Groupe mobilise tous ses leviers d'action et d'influence pour accélérer la transformation vers une économie bas carbone et résiliente. Pour guider son action, il s'appuie sur des scénarios comme ceux du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) ou de l'Agence internationale de l'énergie et, en France, sur la Stratégie nationale bas carbone (SNBC) et le Plan national d'adaptation au changement climatique (PNACC).

Quelles contributions ?

→ **Accélérer l'atteinte de la neutralité carbone en France d'ici à 2050**

Le Groupe s'est engagé à mobiliser 60 milliards d'euros en faveur de la transformation écologique et énergétique (TEE) pour la période 2020-2024. La moitié de la cible a déjà été atteinte, avec 31 milliards d'euros, dont 17,3 milliards d'euros mobilisés en 2021. En 2021, la Banque des Territoires a ainsi financé la rénovation énergétique de près de 32 000 logements sociaux et de plus de 650 000 m² de bâtiments publics.

Dans les transports, elle a financé près de 58 000 bornes de recharge et lancé la société Logivolt pour en accélérer le déploiement dans les copropriétés. Elle a également financé près de 17 000 véhicules propres et créé « Movivolt » avec La Poste pour le leasing de 10 500 véhicules utilitaires légers électriques d'ici à 2024. Pour accélérer la décarbonation du système énergétique français, 865 MW de nouvelles capacités d'énergie renouvelable ont été financées, soit les besoins de 325 000 foyers. Bpifrance a accordé plus de 1 milliard d'euros de prêts verts aux entreprises pour accompagner la transformation du secteur tertiaire et de l'industrie. Les gestions d'actifs ont par ailleurs investi 1,2 milliard d'euros en obligations vertes. Au-delà de cette mobilisation financière, le Groupe a continué à développer ses offres d'accompagnement, notamment Bpifrance avec 683 autodiagnostic et près de 700 diagnostics écoflux signés à fin juin 2021 pour la transition écologique des PME.

→ Cofinancé par la Banque des Territoires, le pôle Campus de Schneider Electric sur la presqu'île grenobloise en Isère est un bâtiment à énergie positive qui constitue un modèle d'intégration urbaine et environnemental.



55%

Nouvel engagement de réduction du portefeuille d'actions et d'obligations d'ici à 2030, par rapport à 2020, en vue de la neutralité carbone d'ici à 2050



entreprises financées n'ayant pas de plan de sortie du charbon en 2030 (OCDE) et 2040 (reste du monde), ou dont le chiffre d'affaires dépend à plus de 10% des énergies fossiles non conventionnelles

Pour en savoir plus

- POLITIQUE CLIMAT GROUPE
- RÉSULTATS ÉLIGIBILITÉ TAXONOMIQUE DANS LE RAPPORT D'ENGAGEMENT SOCIÉTAL

→ **Aligner progressivement 100% des activités du Groupe sur une ambition à 1,5 °C**

Le Groupe vise à aligner l'ensemble de ses activités sur une trajectoire de limitation de la hausse des températures à 1,5 °C d'ici à 2050 et précise les actions pour y arriver dans sa politique climat et ses déclinaisons sectorielles sur l'énergie, l'immobilier et, depuis le premier semestre 2022, les transports. La Caisse des Dépôts s'est notamment engagée à décarboner ses portefeuilles d'actions et d'obligations d'entreprises cotées et d'immobilier de placement, selon l'ambition et les méthodes

de la Net-Zero Asset Owner Alliance, dont elle est membre fondateur. Le Groupe cherche également à éviter les financements et investissements nocifs pour le climat (charbon, énergies fossiles non conventionnelles) et a renforcé la politique d'exclusion de ses portefeuilles d'actions et d'obligations d'entreprises des secteurs pétrole et gaz n'ayant pas de stratégie climat crédible, en complément de sa sortie du charbon déjà annoncée en 2020. Enfin, il poursuit l'intégration de la gestion des risques climatiques physiques et de transition dans l'ensemble des outils de gouvernance.

La taxonomie européenne des activités vertes

Introduite par règlement européen en juin 2020, la taxonomie est une classification harmonisée des activités pouvant être considérées comme durables.

Au titre de sa déclaration de performance extra-financière, le Groupe publie pour la première année sa part d'éligibilité taxonomique à l'atténuation et l'adaptation au changement climatique. Cette part d'éligibilité couvre les activités à enjeu pour décarboner l'économie sur lesquelles sera ensuite calculée la part d'activités durables au sens de l'alignement taxonomique.

La part d'éligibilité du Groupe s'élève à plus de 49%⁽¹⁾ à fin 2021.

Elle est principalement liée aux prêts au logement social du Fonds d'épargne et aux prêts immobiliers aux ménages de La Banque Postale, à l'estimation de la part d'éligibilité du portefeuille d'investissement dans les grandes entreprises européennes et aux projets financés dans les territoires.

Cette analyse a permis d'établir le périmètre à fort enjeu sur lequel sera analysé l'alignement taxonomique les prochaines années. A ce titre, depuis avril 2022, le groupe Caisse des Dépôts a ainsi lancé un vaste chantier transversal allant de l'analyse des projets jusqu'aux systèmes d'information et à ses outils de pilotage afin d'accélérer sa contribution à la transformation écologique de l'économie en faisant levier sur cette nouvelle référence de place que constitue la taxonomie.

(1) Groupe CDC consolidé (en normes IFRS) + Fonds d'épargne (en normes françaises). Ratio volontaire. Voir les détails et ratio réglementaire dans le rapport d'engagement sociétal 2021.

Transition écologique



Préserver toute la biodiversité



62 000 ha

de forêts détenues,
dont 100%
gérées durablement
(certification PEFC)

3 140 ha

d'espaces naturels
renaturés par l'action
de CDC Biodiversité

Pour en savoir plus
PLAN D'ACTION
BIODIVERSITÉ

Le groupe Caisse des Dépôts agit pour la préservation des écosystèmes et de la biodiversité. Il s'engage à la fois pour réduire ses propres impacts et ceux de ses financements, et proposer des solutions de place.

Quels enjeux ?

→ Depuis l'état des lieux alarmant dressé en 2019 par l'IPBES⁽¹⁾, la biodiversité a tenu une place centrale dans les agendas de 2021, avec notamment la première phase de la COP15 sur la biodiversité et le Congrès mondial de la nature de l'IUCN. Grand pôle financier public responsable, la Caisse des Dépôts s'est fortement mobilisée pour que les enjeux de finance durable et de biodiversité soient intégrés aux agendas national et international. Membre de l'initiative Finance for Biodiversity Pledge depuis 2020, la Caisse des Dépôts a signé une déclaration commune avec 77 autres institutions financières – dont plusieurs entités du groupe : CDC Habitat et les entités financières du groupe La Banque Postale –, en octobre 2021, afin de pousser les États à être plus ambitieux sur les montants de financements mobilisés et l'encadrement des impacts de la finance sur les écosystèmes. Le Groupe a également organisé le 7 septembre une Journée de la nature pour sensibiliser et présenter les solutions disponibles à l'échelle du Groupe.

Quelles contributions ?

→ Réduire les impacts négatifs sur les écosystèmes

La Caisse des Dépôts a adopté son plan d'action en faveur de la biodiversité lors du One Planet Summit de janvier 2021 et a été officiellement reconnue « entreprise engagée pour la nature » en juillet, comme 5 de ses filiales. Dans ce cadre, elle s'est notamment engagée à mesurer l'empreinte de l'ensemble de ses portefeuilles d'actifs (immobiliers, actions, obligations) d'ici à 2024 et à interroger les entreprises dont elle est actionnaire sur leur stratégie de préservation de la biodiversité à raison de deux secteurs par an. En 2021, elle a ainsi démarré par ses participations dans l'agroalimentaire et la chimie, et a abordé la biodiversité lors d'entretiens réalisés avec 37 entreprises en portefeuille. Parallèlement, tous les projets d'investissement de la Banque des Territoires font l'objet d'une analyse intégrant la biodiversité et la mesure de l'artificialisation des sols. En outre, ses investissements directs en immobilier respectent l'objectif de zéro artificialisation nette depuis le début d'année. Enfin, 100% des forêts détenues par le Groupe sont gérées durablement, avec une certification PEFC ou FSC. En 2022, l'objectif du Groupe est de se doter d'une politique biodiversité complète intégrant les thématiques eau et économie circulaire, en prenant soin d'adresser autant que possible les 5 grandes pressions s'exerçant sur la nature : le changement d'affectation des sols, les pollutions, l'exploitation des ressources naturelles, le changement climatique et les espèces invasives.



↑ Une mission de compensation écologique mise en œuvre par CDC Biodiversité dans la forêt des Landes pour le compte de Lisea, concessionnaire de la LGV Sud Europe Atlantique (Tours-Bordeaux).



0

artificialisation nette du portefeuille immobilier de placement

241

programmes d'eau et d'assainissement financés par la Banque des Territoires

→ Renforcer nos financements et développer des solutions pour favoriser la biodiversité

Les différentes entités du Groupe proposent d'ores et déjà des solutions pour mesurer et améliorer l'impact sur la biodiversité. La création de la filiale CDC Biodiversité en 2007 atteste du rôle pionnier que joue le Groupe en la matière et contribue activement à sa capacité de mobilisation et à sa montée en compétences. En 2021, elle a lancé officiellement son outil de mesure, le Global Biodiversity Score, qui a déjà été déployé sur 45 contreparties. Autre exemple de solution, Icade a réalisé 46% de ses nouvelles constructions en biodiversité positive en 2021. Enfin, la Caisse des Dépôts se mobilise également financièrement, avec 3 milliards d'euros visés sur la période 2020-2024. En comptant également les prêts du dispositif LBP/SFIL, ce sont ainsi plus de 229 500 tonnes de déchets qui ont été valorisées et 6 750 000 usagers du service de l'eau concernés par les financements du Groupe en 2021. En outre, la Caisse des Dépôts et ses filiales ont poursuivi leur engagement au sein du programme Nature 2050 pour la compensation volontaire, tandis que CDC Biodiversité intervenait pour la renaturation de 3 141 hectares.

(1) Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques.



Pour écouter le podcast
AGROFORESTERIE
ET BIODIVERSITÉ
AU PETIT-TENQUIN



Florent Rebatel,
Responsable
biodiversité et
économie circulaire
au Département
Politique Durable
du groupe Caisse
des Dépôts



La Caisse des Dépôts est, depuis juillet 2021, une « entreprise engagée pour la nature » grâce à un plan d'action en quatre axes : la mesure de l'empreinte biodiversité, la réduction des impacts directs et indirects négatifs, l'augmentation des impacts positifs et enfin la contribution à la recherche et à la formation sur la thématique de la biodiversité. Dialogue actionnarial, investissements dédiés, journée thématique, intégration de la biodiversité dans les offres de diverses entités : à tous les étages, le groupe Caisse Des Dépôts se met en capacité de créer, d'entraîner et de participer à l'émergence des changements transformateurs que les scientifiques appellent de leurs vœux pour lutter contre l'effondrement du vivant.

Développement économique



Soutenir l'économie et les entreprises



←
Implantée à Paris, l'usine IO est un espace d'innovation technologique. Elle met à la disposition d'inventeurs, d'entrepreneurs, de PME et de grandes entreprises des ressources machines, un pôle d'expertise technique et de mise en relation afin de concevoir, prototyper et préparer l'industrialisation d'objets.



Olivia Yedikardachian,
Responsable des portefeuilles de fonds à la direction des gestions d'actifs



La Caisse des Dépôts et France Assureurs ont permis de faire émerger, dès l'été 2020, un programme dédié à la relance, doté de plus de 2,5 milliards d'euros, dont 250 millions d'euros investis par la Caisse des Dépôts. Deux ans plus tard, les montants mis à disposition ont été largement déployés, en dette et en capital, auprès de centaines de PME et ETI françaises, dont près de la moitié vers les secteurs du tourisme, secteur fortement touché qui doit accélérer sa mutation, et de la santé, secteur stratégique, dont il faut accompagner la relocalisation. Le tout avec une démarche ESG très exigeante et une recherche d'impact territorial fort. Un beau succès pour le programme Relance Durable France, avec plus de 400 sociétés accompagnées!



3,7 Md€

d'investissement en fonds propres engagés par le Groupe en 2021

55,5 Md€

de prêts et de garanties octroyés par le Groupe en 2021 pour soutenir les entreprises

Pour en savoir plus
PRÉSENTATION
DES GESTIONS D'ACTIFS

Investisseur responsable de long terme et financeur des entreprises de toute taille, le Groupe intervient massivement pour soutenir le développement économique du pays. Son modèle unique lui permet d'agir de manière contracyclique et d'exercer un effet de levier pour favoriser une croissance plus inclusive.

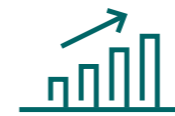
Quels enjeux ?

→ Dans un environnement macroéconomique incertain, le groupe Caisse des Dépôts a su apporter des réponses, en particulier aux conséquences de la crise sanitaire, avec un triple enjeu : préserver ses revenus pour rémunérer l'épargne, soutenir l'économie pour préserver l'emploi et se mobiliser pour les infrastructures essentielles, notamment pour renforcer la souveraineté énergétique. Premier investisseur institutionnel public avec une politique 100% responsable, les gestions d'actifs privilégient des positions longues au capital d'entreprises majoritairement en France. Au travers de Bpifrance, La Banque Postale et SFIL, le Groupe accompagne les entreprises, en particulier les plus petites, tout au long de leur développement. L'objectif : être présent sur des segments de marché où les autres acteurs financiers sont moins impliqués et maximiser l'effet de levier de nos interventions.

Quelles contributions ?

→ Investir sur le long terme

Le Groupe consolide son orientation vers les infrastructures essentielles pour accompagner les politiques publiques et la transformation écologique, renforcer la sécurité énergétique et la souveraineté nationale. Dans les secteurs de l'eau et l'environnement, il détient désormais 20% du capital du nouveau Suez. Dans le secteur de l'énergie, en plus des parts dont il dispose dans RTE et la Compagnie nationale du Rhône, il a acquis une participation complémentaire de 11,5% au capital de GRTgaz. Acteur contracyclique, le Groupe soutient les entreprises françaises dans la durée au travers de portefeuilles de placements financiers diversifiés et en croissance, et anime différents programmes d'investissements. Il a notamment apporté 100 millions d'euros en capital à Euronext pour renforcer la stabilité de la Place de Paris. Les gestions d'actifs gèrent ainsi 226 milliards d'euros sur les marchés en actions et en obligations dans une orientation à long terme, que ce soit dans des fonds de place avec les assureurs (Relance Durable France), dans les programmes des prêts participatifs et des obligations Relance, ou dans le domaine de l'innovation avec le fonds Technologie. Enfin, le Groupe reste présent aux côtés de ses filiales touchées par la crise et a ainsi renforcé les fonds propres de la Compagnie des Alpes à hauteur de 231 millions d'euros pour qu'elle développe son nouveau plan d'affaires.



+ de 79 000

PME, TPE et ETI soutenues financièrement

7 650

entreprises soutenues dans leurs projets innovants

+ de 6 000

entreprises et structures de l'ESS soutenues par le Groupe

→ Accompagner le développement des entreprises et de l'innovation

Le Groupe intervient plus particulièrement sur les structures porteuses de croissance et d'innovation. En 2021, Bpifrance a mobilisé 28,9 milliards d'euros d'investissements, de financements et de garanties au service des PME, TPE et ETI pour soutenir 69000 entreprises, un chiffre en légère hausse par rapport à 2020. En matière d'accompagnement, plus de 900 nouvelles entreprises ont été accélérées, et plus de 3350 missions de conseils, réalisées. L'innovation reste un axe phare, avec plus de 4 milliards d'euros mobilisés par Bpifrance pour soutenir 7 650 entreprises dans leurs projets. En matière d'économie sociale et solidaire, la Banque des Territoires intervient auprès des acteurs du secteur directement en investissements en fonds propres ou indirectement via des fonds intermédiés et en soutenant l'écosystème associatif, notamment les dispositifs locaux d'accompagnement. Elle intervient en direct sur 5 domaines prioritaires : inclusion numérique, transition alimentaire, développement économique territorial, éducation et formation professionnelle. En 2021, la Banque des Territoires, Bpifrance et La Banque Postale ont financé plus de 6000 structures, entreprises et associations de l'économie sociale et solidaire.

Pour en savoir plus
DOCTRINE D'INTERVENTION
BPIFRANCE

Développement économique



Favoriser le développement économique local et inclusif



14,2 Md€

de financements engagés par le Groupe pour le secteur public local en 2021



millions de locaux raccordables « Fiber to the Home » financés en 2021



340

réseaux de transports publics exploités en France par Transdev pour 4,3 millions de passagers transportés en 2021

Fort de sa capacité à innover et à inventer de nouvelles formes de coopération avec ses partenaires publics et privés, le groupe Caisse des Dépôts renforce ses interventions dans les projets territoriaux au service d'un développement économique local et inclusif.

Quels enjeux ?

→ **En matière de dynamisme économique, les déséquilibres territoriaux ont parfois été exacerbés par la crise**, alors que la relance offre une opportunité d'accompagner les mutations en cours, en vue en particulier de renforcer le secteur industriel. En s'attachant à soutenir les filières clés que sont l'industrie, le tourisme, le numérique et les transports, le Groupe accompagne les stratégies de développement de manière adaptée à chaque contexte territorial. En complément, le financement et l'exploitation d'infrastructures numériques et de transport permettent de créer les conditions favorables à l'accueil de nouvelles entreprises.



Pour écouter le podcast
NOSOLI, DES LIBRAIRIES
PAS COMME LES AUTRES

Quelles contributions ?

→ Soutenir les filières clés et les relocalisations industrielles

En capitalisant sur son rôle d'opérateur de plateformes d'intérêt général, la Banque des Territoires déploie un plan de relance résolument digital, durable et participatif pour répondre aux enjeux économiques, de souveraineté et de confiance numérique. Avec une offre profondément transformée et diversifiée, elle investit massivement dans les secteurs du tourisme, du commerce, de l'industrie et du très haut débit. Elle a ainsi engagé 2 milliards d'euros dans plus de 300 projets en 2021. Dans le tourisme par exemple, elle intervient pour maintenir la capacité de développement des opérateurs exploitants et garantir leur pérennité, mais également pour accélérer sa transition vers de nouveaux modèles. Elle a ainsi lancé la plateforme digitale d'offres touristiques Alentour visant à valoriser les synergies entre les opérateurs touristiques français et financé plus de 10800 nouveaux lits dans des projets régionaux. Ses interventions sont amplifiées par celles de Bpifrance, qui a accordé 445 millions d'euros de prêts dans le cadre du plan tourisme, et de la Compagnie des Alpes, qui a investi plus de 110 millions d'euros dans des projets touristiques locaux. En matière d'aménagement numérique du territoire, la Banque des Territoires a investi plus de 500 millions d'euros dans les services et les infrastructures, dont l'acquisition de 50% d'Orange Concessions pour accélérer le déploiement du très haut débit et permettre le raccordement à la fibre optique de plus de 2,9 millions de personnes supplémentaires en 2021. Le Groupe a également apporté un

→ Dans la région Grand-Est, une prise de vue du centre-ville d'Haguenau rénové dans le cadre du programme Action cœur de ville.



soutien massif à la revitalisation du secteur industriel en 2021 en mobilisant 8,8 milliards d'euros à travers les financements de Bpifrance en faveur des entreprises et les investissements de la Banque des Territoires dans des projets locaux dédiés.

→ Financer les projets d'intérêt général du secteur public local.

Avec plus de 14 milliards d'euros engagés en 2021 par la Banque des Territoires, SFIL et La Banque Postale, le Groupe est le premier financeur du secteur public local. Il propose aux collectivités territoriales des offres répondant à tous leurs besoins, en prêts et en investissements, pour financer leurs projets de développement structurants et durables : construction et réhabilitation de bâtiments publics, établissements scolaires, infrastructures de transport, stations d'épuration et réseaux d'eau, énergies renouvelables, etc. Avec La Banque Postale, SFIL accompagne ainsi chaque année plus de 1200 collectivités dans leurs projets de financement, et elle a notamment accordé 460 millions d'euros de prêts pour la construction et/ou la rénovation de lycées et de collèges en 2021. La Banque des Territoires intervient en complément du marché et/ou lorsque des objectifs de politique publique rendent son intervention pertinente. Elle a procédé à une importante refonte de ses offres, avec des produits plus spécialisés tels que le Mobiprêt, l'Éduprêt, l'Aquaprêt, les prêts relance Verte et relance Santé, et a accordé plus de 1 milliard d'euros de prêts aux collectivités et à leurs satellites en 2021. Elle complète ses interventions en prêts par des investissements en fonds propres et a investi plus de 390 millions d'euros pour renforcer la cohésion territoriale en 2021.



↑ À Trévoux, au nord de Lyon, la librairie La Folle Aventure a été financée par la Banque des Territoires et créée sous le statut de société coopérative d'intérêt collectif (SCIC) à l'initiative des 6800 habitants afin de faire renaître un commerce et un lieu de rencontre dédié au livre au cœur du bourg.

Au service de l'aménagement industriel

Aux côtés de Bpifrance, qui finance les entreprises, la Banque des Territoires est engagée depuis 2018 auprès de l'État, des collectivités territoriales et de 7 opérateurs dans le programme Territoires d'industrie pour soutenir et accélérer le développement industriel des territoires français. Elle met à la disposition des acteurs locaux une enveloppe de plus d'un milliard d'euros (850 millions d'euros en fonds propres et 250 millions d'euros de prêts sur Fonds d'épargne) pour faciliter le déploiement de nouveaux projets autour de quatre priorités : l'investissement dans l'immobilier et l'aménagement industriel, l'accompagnement de la transition écologique de l'industrie, la formation aux métiers de l'industrie, avec en particulier les écoles de production, et enfin une aide en ingénierie pour les territoires souhaitant réaliser une cartographie de leurs chaînes d'approvisionnement. En 2021, la Banque des Territoires a investi plus de 300 millions d'euros pour soutenir 70 projets et financé 60 centres de formation partout en France.

Cohésion territoriale et habitat



Permettre à tous de se loger



93 500

nouveaux logements sociaux, très sociaux et intermédiaires financés par le Groupe en 2021, soit 1 logement sur 4 construits en France

+ de
1 Md€

de prêts octroyés dans les quartiers prioritaires de la ville par la Banque des Territoires en 2021

Le Groupe intervient sur toute la chaîne du logement et s'engage sur le long terme auprès des acteurs du secteur grâce à des offres adaptées à leurs besoins et à leurs évolutions. Premier financeur du logement social avec le Fonds d'épargne et La Banque Postale, il intervient également comme opérateur du logement abordable pour assurer la continuité des parcours des ménages, en particulier les plus fragiles.

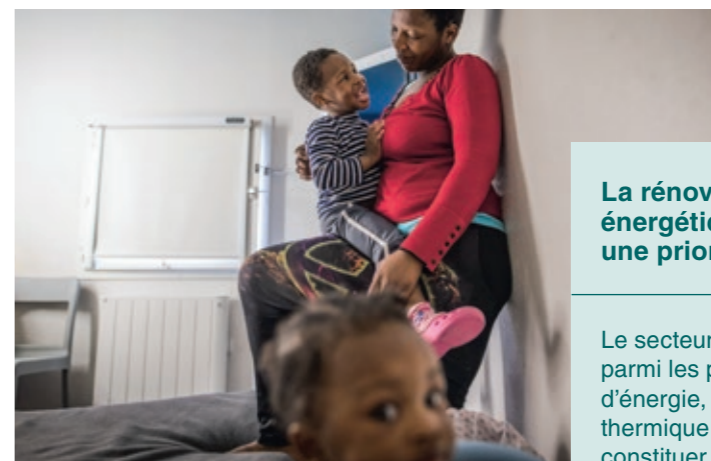
Quels enjeux ?

→ Le Groupe est engagé aux côtés des pouvoirs publics et des acteurs de l'habitat en faveur d'un logement décent et abordable pour tous. Avec un objectif de 500 000 nouveaux logements sociaux et 30 000 nouveaux logements intermédiaires financés entre 2020 et 2024, il se mobilise pour financer la construction dans les zones qui en ont le plus besoin. Il cible aussi la rénovation de l'existant afin de renforcer l'offre dans les zones tendues et d'améliorer la qualité de l'habitat. Son modèle lui permet de s'engager sur le long terme auprès des acteurs du secteur grâce à des offres adaptées à leurs besoins. En tant qu'opérateur, le Groupe, via sa filiale CDC Habitat, s'attache à favoriser la mobilité et l'accès sociale à la propriété et à lutter contre le mal-logement en revalorisant les copropriétés dégradées, et en développant et gérant des hébergements d'urgence.

Quelles contributions ?

→ Financer la rénovation et la construction de logements sur tous les territoires
Avec un encours de 193 milliards d'euros de prêts sur Fonds d'épargne, la Banque des Territoires est le premier financeur du logement social. En 2021, elle a accordé 11,8 milliards d'euros de prêts nouveaux pour le logement locatif social et la politique de la ville, permettant de financer la construction de 85 000 nouveaux logements sociaux et très sociaux, soit 1 logement sur 4 construits en France en 2021, ainsi que la réhabilitation de 81 600 autres logements dans le parc existant. Une attention particulière est portée aux étudiants et aux « travailleurs clés », pour lesquels un programme de logements à loyers abordables a été lancé. En y incluant les opérations de CDC Habitat, ce sont au total 93 539 nouveaux logements sociaux intermédiaires et habitats spécifiques, ainsi que la rénovation de 95 000 logements sociaux qui auront été financés par le Groupe en 2021. Par ailleurs, dans le cadre de son plan de soutien massif à l'habitat, la Banque des Territoires a mobilisé en 2021 plus de 3 milliards d'euros dans la mise en œuvre des plans logement, correspondant à plus de 18 000 projets d'opérations. Elle a mis à disposition des bailleurs sociaux plus de 900 millions d'euros de titres participatifs, qui contribueront à près de 500 000 réhabilitations et à plus de 175 000 constructions de logements dans les dix prochaines années. Elle propose également deux enveloppes sur ressources européennes (Banque européenne d'investissement et Banque du conseil de l'Europe) pour financer des opérations innovantes et l'habitat spécifique.

→ À Bouguenais près de Nantes, une mère et ses deux enfants dans un hôtel Formule 1 réhabilité en centre d'hébergement de demandeurs d'asile.



La rénovation énergétique des logements : une priorité nationale

Le secteur du logement figure parmi les plus consommateurs d'énergie, aussi la rénovation thermique du parc existant doit constituer une priorité nationale. La Banque des Territoires a consacré près de 3,5 milliards d'euros depuis deux ans à la rénovation de manière globale, dont 1,7 milliards d'euros ont été accordés en 2021 pour la rénovation-réhabilitation de 81 600 logements intermédiaires et sociaux. S'agissant spécifiquement des rénovations thermiques portées par les bailleurs sociaux, les plus ambitieuses sur les plans énergétique et environnemental, 538 millions d'euros d'Écoprêts et 420 millions d'euros de prêts à taux fixes complémentaires ont été signés pour rénover à des conditions très attractives plus de 32 000 logements sociaux. Dans les années à venir, la Banque des Territoires poursuivra le financement de cet effort de réhabilitation, notamment pour des logements sociaux situés dans des quartiers du Nouveau Programme national de renouvellement urbain (NPNRU). En effet, les projets des 430 quartiers labellisés visent la démolition de 97 190 logements sociaux et la réhabilitation de 137 930 autres. La Banque des Territoires est également partenaire du plan initiatives copropriétés pour la rénovation de copropriétés dégradées.



19 Md€

de financements en faveur des logements social, très social et intermédiaire en 2021



95 000

réhabilitations de logements existants financés par le Groupe en 2021

Pour en savoir plus
• RAPPORT ANNUEL DU FONDS D'ÉPARGNE
• RAPPORT ANNUEL DE CDC HABITAT

Pour soutenir l'effort de construction au niveau national, CDC Habitat a lancé un programme d'achat de 40 000 nouveaux logements sociaux, dont plus de 20 000 ont été commandés en 2021, et engagé avec Icade la mise en chantier de plus de 31 000 logements intermédiaires.

→ Proposer des logements décents et abordables à tous. Le Groupe est engagé aux côtés des pouvoirs publics et des acteurs de l'habitat en faveur d'un logement décent et abordable pour tous, sur tous les territoires. Premier bailleur social, CDC Habitat loge plus de 1 million de personnes dans un parc de 531 845 logements, dont 351 000 logements sociaux, 96 000 logements intermédiaires et abordables, 26 000 logements étudiants et jeunes travailleurs, et 16 000 places d'hébergements d'urgence. Le Groupe est également historiquement présent dans les programmes destinés aux quartiers de la politique de la ville (QPV), où les inégalités se cumulent souvent. En particulier dans le cadre du Nouveau Programme national de renouvellement urbain (NPNRU), qui permettra la transformation profonde de 480 quartiers prioritaires, la Banque des Territoires a octroyé 1 milliard d'euros pour la politique de la ville, dont 139 millions d'euros pour les projets urbains, notamment pour le financement des opérations de démolition, de reconstruction et de réhabilitation des bailleurs sociaux. Pour accompagner cette dynamique, elle s'est engagée à mobiliser une enveloppe de 225 millions d'euros de fonds propres d'ici à 2023, et CDC Habitat investira plus de 100 millions d'euros en faveur des copropriétés dégradées.



Pour écouter le podcast
DES LOGEMENTS
POUR REMPLACER
LA POSTE D'HIER



Cohésion territoriale et habitat



Bien vivre sur tous les territoires



← En réponse à la désertification médicale, la maison de santé pluridisciplinaire Le Lion à Belfort propose un parcours de soins complet en accueillant dans ses locaux des médecins généralistes et des spécialistes (dentistes, ophtalmologues, opticiens...).

Elle a été financée par la Banque des Territoires dans le cadre du programme Action cœur de ville.



Sophie Ferracci,
Directrice régionale
Centre-Val de Loire,
« Le tourisme,
un facteur clé
d'attractivité »

2916

projets Action cœur de ville accompagnés depuis le début du programme



885 000

visites des espaces France Services

Pour renforcer la cohésion territoriale, le Groupe agit à la fois pour financer les collectivités et les accompagner dans leurs projets locaux, et améliorer l'accès au service public. Le rapprochement avec le groupe La Poste renforce ses leviers d'action sur ces domaines.

Quels enjeux ?

→ **Pour répondre au besoin spécifique d'accompagnement et de financement du secteur public local,** le Groupe propose une offre complète de prêts sur des maturités complémentaires grâce au Fonds d'épargne, SFIL et La Banque Postale. Il aide également les acteurs publics locaux à faire émerger leurs projets, via les solutions de crédits d'ingénierie de la Banque des Territoires, et les missions d'ingénierie et de conseil de la Scet et d'Egis en particulier. Opérateur de référence des services publics de proximité avec l'intégration de La Poste, le Groupe souhaite renforcer les prestations délivrées aux ménages, notamment dans les zones rurales, et simplifier l'accès aux services publics via des plateformes digitales et des espaces dédiés sur l'ensemble du territoire.

Quelles contributions ?

→ **Répondre aux besoins de tous les territoires.** La Banque des Territoires est très fortement impliquée dans les grands programmes nationaux initiés par l'État. Pour relancer l'activité économique et commerciale

des cœurs de ville, elle accompagne la revitalisation de 235 villes moyennes et de 1 000 petites villes en apportant des solutions sur mesure en financements, conseils et ingénierie. En 2021, elle a ainsi financé la création de 71 foncières commerciales, les recrutements de 122 managers de commerce et contribué à 142 projets digitaux pour redynamiser les centres-villes. Elle a également apporté plus de 900 appuis en expertise, engagé 24,6 millions d'euros en crédits d'ingénierie dans le cadre d'Action cœur de ville et 55 millions d'euros pour faire émerger les projets des petites villes de demain. Au total, elle a déployé près de 1,6 milliard d'euros pour soutenir plus de 3 800 projets depuis 2018. La prolongation du programme jusqu'en 2026 permettra de poursuivre les efforts, notamment en direction des quartiers de gare et des entrées de villes. Le Groupe fait par ailleurs partie depuis 2010 des opérateurs majeurs du Programme d'investissements d'avenir et du Grand Plan d'investissement. Au travers de la Banque des Territoires et de Bpifrance, il intervient plus particulièrement dans les domaines des compétences et métiers d'avenir, des démonstrateurs territoriaux et du financement des start-up. En 2021, plus de 700 millions d'euros ont été décaissés pour une nouvelle génération d'investissements.

→ **Faciliter l'accès aux services publics** Depuis son rapprochement avec La Poste en 2020, le Groupe renforce ses actions en faveur de l'accès aux services publics. La direction des politiques sociales décline une stratégie digitale et développe des plateformes d'intérêt général pour faciliter les démarches des personnes en situation de handicap, simplifier l'accès des bénéficiaires aux aides sociales,

34 653

points de contact physique du groupe La Poste sur un objectif de 40 000 d'ici à 2025



464 000

personnes accompagnées par le Groupe dans leur usage du numérique

à la formation professionnelle ou à leur régime de retraite. En tant que banquier du service public de la justice, et afin de garantir un maillage territorial complet, la Banque des Territoires accompagne l'installation de professions juridiques dans toutes les régions, à hauteur de 300 millions d'euros en 2021. Avec l'Agence nationale de la cohésion des territoires et La Poste, elle déploie et anime le dispositif France Services destiné à maintenir et développer les services publics sur l'ensemble du territoire. La Banque des Territoires y consacrera 30 millions d'euros d'ici à 2022, dont plus de la moitié permettra de mettre en place de nouvelles structures France Services, en particulier dans les zones les plus fragiles. En 2021, 1 745 Espaces France Services, sur un objectif de 2 000, ont déjà été déployés, permettant d'accueillir plus de 885 000 visiteurs. Avec La Poste, elle assure des étapes numériques dans toutes les régions et décline des dispositifs à destination des acteurs de l'économie sociale et solidaire pour favoriser l'accès de tous aux services numériques. La Banque des Territoires a ainsi appuyé, à travers le mandat qui lui a été confié par l'État, le déploiement de 1 500 conseillers numériques depuis deux ans. En incluant les multiples dispositifs d'accompagnement, de formation et d'accès aux équipements proposés par La Poste, ce sont plus de 464 000 personnes qui ont été accompagnées par le Groupe dans leur usage du numérique.



Pour écouter le podcast
RETOUR VERS LE FUTUROSCOPE,
LE PARI DE L'ATTRACTION
POUR RELANCER LE TOURISME



Du château de Chambord au Festival international des jardins de Chaumont-sur-Loire, de la cathédrale de Chartres à La Loire à Vélo, le tourisme est un vecteur d'attractivité majeur de la région Centre-Val de Loire.

C'est dans ce cadre que la Banque des Territoires mobilise l'ensemble de ses outils et accompagne les collectivités, dont les villes du programme Action cœur de ville, dans leur stratégie touristique et leur projet de développement pour répondre à la diversité de leurs besoins. Elle investit par exemple à Blois avec l'ouverture en 2024 d'une résidence hôtelière qui répond aux attentes d'une clientèle jeune et familiale, ou à Dreux avec l'inauguration récente de l'hôtel Ibis Styles, qui dote ainsi la ville d'un lieu d'hébergement pour le tourisme d'affaires.

Cohésion sociale



Soutenir les secteurs de la santé et du « bien-vieillir »



5,1 Md€

mobilisés par le Groupe en faveur de la santé et du grand âge en 2021 (établissements et entreprises)



1^{er}

financier des hôpitaux

En s'appuyant sur la complémentarité de ses métiers et de ses modes d'intervention, le Groupe renforce sa présence sur les secteurs de la santé, du médico-social et du bien-vieillir. Il soutient les évolutions en cours pour faciliter l'accès aux soins, à la santé, favoriser la prévention et proposer de nouveaux modes d'hébergement pour les seniors.

Quels enjeux ?

→ **L'évolution démographique et la crise sanitaire ont mis en lumière l'importance de transformer les services à la population vieillissante** en faisant converger le développement humain, l'amélioration de la qualité des prestations et une meilleure prise en charge économique. Pour accompagner les évolutions en cours et la structuration des secteurs de la santé et du bien-vieillir, le Groupe s'inscrit dans une offre renouvelée et coordonnée autour de 5 axes : accompagner la réflexion sur l'offre de demain, transformer les métiers et revaloriser ceux qui soignent, financer les établissements et les services à la personne, soutenir la transformation numérique et aider au financement complémentaire de la perte d'autonomie. Il mobilise 16 milliards d'euros sur la période 2021-2025 pour les établissements et opérateurs des secteurs, dont 2,9 milliards d'euros déjà réalisés en 2021, sans compter

la mobilisation auprès des entreprises pour accompagner le développement de la e-santé et les outils de prévention.

Quelles contributions ?

→ **Développer le secteur du bien-vieillir**
Le Groupe investit pour répondre aux besoins d'hébergement des personnes âgées, quel que soit leur niveau de dépendance. Pour développer le secteur du grand âge, il participe à la modernisation et à la restructuration de la filière immobilière des résidences spécialisées et accompagne les évolutions sur le virage domiciliaire. Il soutient en particulier l'émergence d'habitats inclusifs et le développement de services de maintien à domicile, tout en proposant des solutions de financement aux personnes âgées. En 2021, le Groupe a financé 212 établissements d'hébergement pour personnes âgées, correspondant à plus de 11 300 places, en ligne avec son objectif de financer 50 000 nouveaux lits entre 2021 et 2025. Il a renforcé de 10 millions d'euros sa présence au capital d'Arpavie et noué un partenariat pour la rénovation des hébergements spécialisés avec la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie. Pour faciliter le déploiement de l'offre d'habitat inclusif, la Banque des Territoires, avec la Fondation des Petits Frères des pauvres et le réseau de l'habitat partagé, a lancé l'association H@pi, visant à développer une nouvelle plateforme destinée à promouvoir et accompagner le développement de l'habitat inclusif, l'objectif



←
Gérée par Arpavie, la résidence **Les Grands Chênes**, située à Chatou dans les Yvelines, est composée de 79 appartements pouvant accueillir des personnes âgées en semi-autonomie.



Marine Neuville,
Directrice du développement de la direction des politiques sociales



Fin 2021, la Caisse des Dépôts avait mobilisé 40% de l'enveloppe « Cohésion sociale » du plan de relance, soit 200 millions d'euros, pour financer notamment le Fonds Patient autonome et 390 établissements d'accueil de personnes âgées. Deux nouveaux partenariats ont été lancés : l'association Assist, avec le groupe VYV, pour soutenir les projets de santé innovants dans les territoires, et l'association H@pi avec Les Petits Frères des pauvres et le réseau Hapa pour accompagner les projets d'habitat inclusif et partagé. Notre défi pour 2022 : continuer à déployer une offre enrichie et coordonnée au niveau du Groupe pour développer la prévention et l'accessibilité des services dans les champs du grand âge et de la santé.



11 300

nouvelles places en établissements pour personne âgées dépendantes financées en 2021

69 230

nouveaux lits financés en établissements de santé en 2021

étant d'accompagner 500 projets au cours des cinq prochaines années.

→ Renforcer l'accès à la santé sur tous les territoires

En matière de santé, l'enjeu du Groupe est à la fois de renforcer l'accès à la santé et aux soins de tous sur tous les territoires au travers du financement des établissements de santé, mais aussi d'accompagner le développement du secteur de la e-santé et des outils de prévention. Premier financeur des hôpitaux avec la SFIL et La Banque Postale, le Groupe a financé la construction de 107 établissements de santé pour plus de 69 200 lits en 2021. Face aux déserts médicaux, notamment en zones rurales, et à la saturation des établissements de santé, la Banque des Territoires favorise le déploiement de solutions de télémédecine en soutenant les entreprises de la e-santé (30 en 2021) et en portant des projets territoriaux d'innovation, via l'association Assist, créée avec le groupe VyV. Parallèlement, Bpifrance a financé à hauteur de 2,4 milliards d'euros le secteur des entreprises de la santé, et notamment la e-santé, à raison de 2 110 entreprises soutenues en 2021.

Cohésion sociale



Accompagner les parcours de vie

Acteur historique des politiques publiques, le Groupe accompagne les parcours de vie, en particulier en tant que mandataire pour le compte de l'État, avec comme objectif de simplifier les démarches, notamment pour les publics les plus vulnérables.

Quelles contributions ?

→ Développer les compétences de tous

La direction des politiques sociales accompagne les parcours de vie et développe des plateformes d'intérêt général. Elle intensifie ses interventions pour confirmer sa place d'opérateur central de la relation emploi-formation et faire du Groupe un acteur majeur de la cohésion sociale. Elle a renforcé significativement les services de la plateforme Mon Parcours Handicap, qui a reçu 965 000 visites en 2021, et poursuivi le développement de Mon Compte Formation pour soutenir l'emploi et faciliter les reconversions professionnelles. Un nouveau module a permis d'y insérer le plan « 1 jeune, 1 solution » et pourrait servir, demain, à d'autres projets comme le passeport de prévention ou la plateforme de répartition de la taxe d'apprentissage. En 2021, plus de 16 millions de comptes sont désormais activés, et 2,1 millions de nouvelles demandes de formation ont été validées, pour 1,7 million de formations déjà réalisées, dont 33 % par des demandeurs d'emploi.

→ Gérer les régimes publics de retraite

Partenaire privilégié des employeurs publics depuis plus de soixante-dix ans, la direction des politiques sociales gère les comptes retraite de plus de 4 millions de pensionnés et de 7,4 millions d'actifs, soit 1 retraité sur 5, et 4 des 5 régimes de retraite publics (fonctionnaires territoriaux et hospitaliers pour la CNRACL, l'Ircantec, la retraite additionnelle de la fonction publique – RAFFP – et la retraite des ouvriers de l'État – FSPOEIE), ainsi que deux régimes spéciaux pour les retraites des Mines et de la Banque de France. Elle gère aujourd'hui

plus de 60 milliards d'euros de flux financiers (32 milliards d'euros de financements perçus et 30 milliards d'euros de prestations versées) et a liquidé 731 000 nouvelles pensions en 2021. Son expérience et sa capacité à gérer des régimes par répartition ou capitalisation, par annuité et par points, des régimes de base ou complémentaires en font l'un des opérateurs de référence pour la gestion des retraites publiques. Parallèlement, la coopération avec le Service des retraites de l'État se renforce avec le projet de mutualisation des systèmes d'information, qui permettra, d'ici à 2023, de gérer l'ensemble des pensions de tous les régimes publics au sein d'une même application. Cette dernière sera hébergée par la direction des politiques sociales et sera exploitée conjointement avec l'État. Il est par ailleurs désormais possible de déposer une demande unique de pension de réversion en cas de décès d'un conjoint sur « Ma Retraite publique ». Ce dispositif de centralisation des données permet notamment d'éviter la déshérence de certains contrats de retraites supplémentaires.

Pour en savoir plus
[SITE INTERNET DE LA DIRECTION DES POLITIQUES SOCIALES](#)

731 000

nouvelles pensions liquidées en 2021

1/5

gestionnaire d'un retraité sur cinq en France

Les maisons partagées Simon de Cyrène à Nantes accueillent des adultes devenus handicapés au cours de leur vie. Ils peuvent y construire un nouveau projet et développer leur autonomie au quotidien sans être seul.

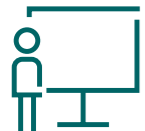


965 000

visites sur la plateforme Mon Parcours Handicap en 2021

7,5 millions

d'utilisateurs du portail Mon Compte Formation



Mon Compte Formation

3,5 millions

de formations financées depuis 2019

Quels enjeux ?

→ Des plus jeunes aux seniors, des professionnels en poste aux personnes en recherche d'emploi, le Groupe vise à permettre à chacun de se former tout au long de sa vie dans les meilleures conditions. L'objectif : développer l'employabilité et lutter contre les inégalités. La Caisse des Dépôts intervient ainsi pour gérer, pour le compte de l'État, le compte professionnel de formation, outil central de la formation professionnelle et du développement des compétences, en visant à développer les services associés et à étendre son déploiement pour toucher les publics les plus fragiles. Pour simplifier les parcours des actifs et retraités, elle modernise les plateformes de services aux assurés, renforce le partenariat avec le Service des retraites de l'État et contribue aux projets inter-régimes.

Tiers de confiance pour la restitution des fonds en déshérence

Depuis la loi du 13 juin 2014, dite « loi Eckert », la Caisse des Dépôts centralise, conserve et restitue les sommes issues de comptes « inactifs », de plans d'épargne entreprise et de contrats d'assurance-vie « non réglés ». À fin 2021, plus de 7 milliards d'euros issus de 10,7 millions de comptes et contrats lui ont ainsi été transférés par d'autres établissements financiers, pour un montant moyen de 674 euros. Avec Ciclade.fr, la Banque des Territoires propose un service en ligne d'intérêt général pour retrouver facilement et gratuitement ces sommes oubliées. Près de 3 millions de recherches ont été effectuées depuis l'ouverture du site, et de nouvelles fonctionnalités ont été développées pour effectuer des requêtes par numéro de compte bancaire. Avec plus de 1,1 million de visiteurs uniques et 2,6 millions de vues l'an dernier, sa fréquentation est en nette hausse et a permis de restituer plus de 550,5 millions d'euros aux bénéficiaires, dont 144,8 millions d'euros en 2021, pour un montant moyen de 2876 euros.

Être l'artisan de l'intérêt général



DES TRAVAUX
D'AMÉNAGEMENT
DE LA VOIRIE
À FORT-DE-FRANCE,
LAURÉATE DU
PROGRAMME ACTION
CŒUR DE VILLE.

Pour se mettre au service d'un développement économique plus durable et inclusif, le groupe Caisse des Dépôts recherche une création de valeurs plurielles, à la fois financières, sociales et environnementales. Son modèle unique lui permet d'intervenir en particulier auprès des acteurs économiques les plus fragiles et d'exercer un effet d'entraînement avec d'autres acteurs privés.

Accélérer la mise en œuvre et l'efficacité des politiques publiques

Bien que l'année 2021 ait été marquée par un net rebond, la dette et les inégalités ne cessent de se creuser, et l'urgence climatique nécessite une transformation écologique, sociale, culturelle et économique profonde de notre modèle. Des enjeux en phase avec les missions et l'ambition du Groupe, créé pour répondre aux crises et qui a toujours su prouver son utilité, agissant à l'intersection des secteurs public et privé au service de l'intérêt général, avec l'objectif unique de « faire grandir la France ».

Notre ambition

→ Le groupe Caisse des Dépôts et ses filiales constituent un groupe public, investisseur de long terme au service de l'intérêt général et du développement économique des territoires.

Son ambition est de servir le développement économique de la France en appui des politiques publiques sur tous les territoires, dans toutes les dimensions du développement durable, et d'être l'acteur de la transformation écologique du pays.

L'évolution de son périmètre depuis deux ans a conforté ses valeurs – intérêt général, confiance, long terme –, son ancrage territorial et ses orientations d'utilité publique.

Pour guider l'engagement et l'orientation des 370000 collaborateurs du Groupe et renforcer les synergies autour d'objectifs phares partagés, un vaste projet a vu le jour, baptisé « Vision Groupe ». Après plus de 20000 contributions, ce projet a abouti à la définition de la raison d'être du Groupe, adoptée début 2022 :

« Alliance unique d'acteurs économiques publics et privés, nous nous engageons, au cœur des territoires, pour accélérer la transformation écologique et pour contribuer à offrir une vie meilleure pour toutes et tous ! »

Cette raison d'être sera assortie d'engagements et d'indicateurs qui seront dévoilés à la fin du premier semestre 2022.

Nos missions

→ La protection de l'épargne des Français, la transformation écologique de l'économie, le soutien aux entreprises et à l'innovation, mais aussi la nécessité de faciliter le quotidien de tous et d'accompagner les plus fragiles sont au cœur des missions du Groupe. Ses actions, dont le cadre est fixé par les pouvoirs publics, sont articulées autour de quatre grands objectifs en résonance directe avec les attentes des Français et les enjeux de développement économiques, environnementaux et sociaux des acteurs territoriaux :

- accélérer la transition vers une économie neutre pour le climat et la biodiversité ;
- favoriser la croissance et un développement local inclusif en finançant les entreprises de toute taille et en accompagnant leur développement ;
- favoriser le développement équilibré des territoires et œuvrer pour le logement pour tous en soutenant le secteur du logement, en priorité le logement social, et en accompagnant les projets des territoires et la politique de la ville ;
- accélérer et moderniser la mise en œuvre des politiques sociales en accompagnant le parcours de vie des Français.

Il déploie pour cela une large gamme d'expertises et de services incluant financement, accompagnement sur mesure des projets locaux, innovation digitale, conseils et conduite de la mise en œuvre opérationnelle des projets financés.

Nos valeurs

Intérêt général, confiance, long terme : telles sont les trois valeurs qui animent le groupe Caisse des Dépôts et déterminent le sens de ses actions depuis plus de 200 ans.

→ Intérêt général

Le groupe Caisse des Dépôts est guidé par son ambition d'être utile au quotidien des Français et son rôle de soutien aux politiques publiques. C'est sa vocation et le sens de sa mission. Chaque jour, en toute période, il intervient en soutien des politiques publiques et se mobilise pour assurer la continuité des services auprès de millions de Français, soutenant massivement le développement des investissements économiques et sociaux et des infrastructures qui assureront demain la compétitivité et la transformation écologique et énergétique des territoires.

→ Confiance

Depuis sa création, le groupe Caisse des dépôts intervient et agit en tiers de confiance pour le compte de l'état ou d'organismes d'intérêt général qui délivrent des prestations sociales : il est le garant de l'épargne des Français déposée sur le Livret A, le Livret de développement durable et solidaire (LDDS) et le Livret d'épargne populaire (LEP), mais aussi des dépôts des notaires (transactions immobilières, successions). Il est par ailleurs gestionnaire sous mandat de prestations sociales, parmi lesquelles les systèmes de retraites publiques, la formation professionnelle et le handicap. Le tout dans un souci permanent d'éthique, d'exemplarité et de transparence.

→ Investisseur de long terme

Le modèle du groupe Caisse des dépôts a été conçu pour le long terme. Il offre des capacités d'intervention contracycliques particulièrement précieuses en période de difficulté. Il s'appuie notamment sur l'épargne des Français pour intervenir en appui du financement de l'économie et du développement durable des territoires, orientant ses investissements vers des projets indispensables à la croissance durable de demain, mais offrant une rentabilité trop faible ou trop longue pour les marchés.



370 000

collaborateurs
(avec le groupe La Poste)

20



filiales et
participations

1311 Md€

de bilan agrégé

2,5 Md€

de contribution au budget
de l'État en 2021

226 Md€

d'actifs sous gestion
(au 31 décembre 2021)

Des expertises uniques et complémentaires

Depuis l'intégration de SFIL et du groupe La Poste en 2020, le groupe Caisse des Dépôts a évolué et changé d'échelle, devenant l'opérateur de référence des services publics de proximité. Engagé au service de l'intérêt général, il propose une gamme complète et diversifiée d'interventions et d'accompagnements à ses clients – notamment collectivités et acteurs territoriaux – lui permettant de répondre à tous leurs besoins et d'agir positivement sur la transformation de notre économie.

Une gamme d'intervention et d'accompagnement diversifiée

- Investir
- Financer
- Garantir
- Conseiller
- Accompagner
- Opérer
- Gérer



Un périmètre d'action au service des territoires, de la cohésion sociale, du développement économique et de la préservation du climat et de la biodiversité.

Pour décliner ses missions et ses interventions, directement ou en appui des politiques publiques, la Caisse des Dépôts est aujourd'hui organisée autour de quatre métiers et de deux partenaires stratégiques, codétenus avec l'État.



La Banque des Territoires accompagne les territoires et leurs acteurs en proposant des solutions adaptées aux enjeux locaux : conseil, prêts et investissements en capital. Elle s'adresse aux collectivités, organismes de logement social, entreprises publiques locales, professions juridiques, entreprises et acteurs financiers avec l'ambition d'agir pour des territoires plus inclusifs, plus durables, plus attractifs et plus connectés.



Politiques sociales

La direction des politiques sociales de la Caisse des Dépôts accompagne les parcours de vie. Elle concourt à la cohésion sociale et à la réduction de la fracture territoriale en intervenant principalement dans quatre domaines : les retraites, la formation professionnelle, le handicap, le grand âge et la santé. La direction des politiques sociales est le partenaire privilégié de 63 000 employeurs publics et assure la gestion financière de plus de 70 fonds.

Nos deux partenaires stratégiques



finance les entreprises à chaque étape de leur développement, en crédit, garantie et fonds propres. Pour les start-up, PME et ETI, elle développe une offre de conseil, de formation, de mise en réseau, et un programme d'accélération.



accompagne tous les Français en offrant des services utiles et adaptés à leurs besoins. Il accompagne les grandes transitions écologique, territoriale, démographique et numérique qui impactent la société, et a l'ambition d'apporter proximité humaine, confiance et soutien à ses clients, particuliers et entreprises.



Gestions d'actifs

Les Gestions d'actifs gèrent l'ensemble des placements financiers de la Caisse des Dépôts, issus des bilans du Fonds d'épargne et de la Section générale. Premier gérant d'actifs de statut public avec plus de 200 milliards d'euros d'encours d'actifs sous gestion, la direction investit dans toutes les classes d'actifs, directement ou au travers de ses filiales.



Gestion des participations stratégiques

La direction des participations stratégiques a en charge les opérations d'acquisition et de cession, ainsi que le pilotage actionnarial d'une vingtaine de sociétés dont la Caisse des Dépôts est actionnaire de référence.



Une capacité de financement et une force de frappe sans équivalent

S'appuyant sur un modèle unique qui garantit stabilité et continuité, la Caisse des Dépôts œuvre depuis plus de 200 ans au service de l'intérêt général et du développement économique du pays. Avec plus de 1 300 milliards d'euros de bilan agrégé, ce grand pôle financier 100% public dispose d'une capacité d'investissement et de soutien sans comparaison pour accélérer la transformation de notre économie vers un modèle plus durable et solidaire.

Un pôle financier public de premier plan

→ La Caisse des Dépôts dispose d'une capacité de financement sans équivalent. Dépositaire d'environ 60% de l'épargne réglementée des Français (Livret A, Livret de développement durable et solidaire – LDDS – et Livret d'épargne populaire – LEP), le Groupe transforme cette épargne – 297 milliards d'euros d'encours à fin 2021 – en prêts à très long terme – jusqu'à 80 ans – pour financer et soutenir le logement social et des projets du quotidien engagés, et les collectivités locales, au service de l'intérêt général. Plus de la moitié de ces encours sert à financer la construction des logements sociaux, des écoles, des tramways, des hôpitaux, le développement du très haut débit, des énergies renouvelables, la réhabilitation thermique. Le reste est géré sous forme d'actifs financiers, avec un objectif de neutralité carbone en 2050, et permet de rémunérer l'épargne et de financer les missions d'intérêt général.

→ La Caisse des Dépôts intervient également sur ses fonds propres, grâce aux résultats issus de la gestion d'actifs financiers gérés de manière responsable et aux résultats de ses participations stratégiques. Avec SFIL et la Banque Postale, le Groupe forme le premier pôle financier public.

Un mécanisme vertueux fondé sur l'équité et les principes d'un développement socialement et environnementalement soutenable

→ Les conditions de financements et les taux proposés par la Caisse des Dépôts pour ses différentes catégories de prêts sont les mêmes pour tous les emprunteurs, qu'ils soient bailleurs sociaux, petites, moyennes ou grandes collectivités territoriales. Ils varient en revanche en fonction du caractère écologique et/ou social des projets financés, selon un mécanisme incitatif.

→ Les investissements du Groupe sont gérés selon une politique 100% responsable qui intègre pleinement des exigences sur les critères environnementaux sociaux et de gouvernance, concomitamment à des critères de rentabilité financière.

Un modèle durable au service du financement de l'économie

→ La Caisse des Dépôts finance elle-même l'ensemble de ses activités, sans aucune contribution du budget de l'État. Elle utilise une partie des fonds qui lui sont confiés, l'épargne réglementée des Français et les dépôts des professions juridiques, pour financer des projets d'intérêt général par des prêts et des investissements en capital. Une autre partie de cette ressource est investie dans des actifs financiers gérés de manière responsable afin d'assurer la liquidité et la rémunération des fonds confiés et de participer au financement de l'économie. Les bénéfices générés par les gestions de ses actifs financiers et de ses participations stratégiques contribuent eux aussi au financement de ses missions d'intérêt général.



Dépôts des professions juridiques et consignations



Épargne réglementée (Livret A, LDDS et LEP)



Revenus des filiales et des portefeuilles financiers



Prêts de long terme



Investissements d'intérêt général



Financement de l'économie

Une politique durable intégrée

Placée au centre de sa raison d'être, la politique durable du Groupe vise à la fois à aligner ses activités sur des objectifs compatibles avec les limites planétaires et la cohésion sociale, et à contribuer à l'atteinte des objectifs nationaux et internationaux en la matière. Pour cela, elle s'appuie sur l'intégration des objectifs de développement durable des Nations unies (ODD) au pilotage stratégique, sur la gestion des risques extra-financiers et sur des politiques thématiques et sectorielles.

Une gouvernance ancrée dans les processus de décision

→ La politique durable irrigue l'ensemble des processus de pilotage du Groupe, des plus opérationnels aux plus stratégiques. Ses orientations sont impulsées par les instances de gouvernance du Groupe, qui en réalisent une revue annuelle, dans le cadre notamment du comité stratégique et du nouveau « comité RSE et éthique », mis en place en 2022. Elle est co-construite avec les métiers, les filiales, les fonctions support et les parties prenantes internes et externes du Groupe. Son bon déploiement est assuré par l'intégration progressive des indicateurs extra-financiers dans les dispositifs de pilotage et les outils métiers d'évaluation de la performance extra-financière des projets financés ou développés par le Groupe (grille de cotation ESG pour sélectionner les investissements, lettres d'objectifs aux filiales et participations stratégiques, cotation ESG des entreprises en portefeuilles et critères ESG de dialogue actionnarial, intégration de critères ESG dans certaines offres de financement...) et par la formation des équipes.

Un engagement fort pour la transformation vers une économie plus durable

→ Le Groupe s'attache à mettre en place des politiques exemplaires sur chacune des dimensions du développement durable, que ce soit pour ses métiers financiers, ses filiales opérationnelles ou son fonctionnement interne.

L'objectif recherché à terme est d'assurer que l'ensemble des activités et financements du Groupe respectent les limites planétaires, en particulier la contribution à la neutralité carbone globale d'ici à 2050, et justifient de leur utilité environnementale ou sociale.

Des ambitions déclinées dans des politiques Groupe

→ Pour s'assurer de l'atteinte de ses ambitions, le Groupe vise à se doter de politiques ambitieuses, régulièrement mises à jour et qui s'appliquent à tous ses métiers (opérationnels et financiers) et toutes ses entités. Après la Charte d'investissement responsable et la politique climat, les travaux qui devraient se matérialiser en 2022 portent sur le renforcement du volet social de la charte, sur une politique biodiversité et sur la déclaration employeur responsable.

Pour en savoir plus

- RAPPORT D'ENGAGEMENT SOCIÉTAL
- BILAN INVESTISSEMENT RESPONSABLE
- POLITIQUE CLIMAT
- PLAN D'ACTION BIODIVERSITÉ
- CHARTE INVESTISSEMENT RESPONSABLE

Un dialogue étroit, régulier et constructif avec les parties prenantes

→ Le groupe Caisse des Dépôts a construit, depuis de longues années, un dialogue avec ses principales parties prenantes dont l'enjeu est une création de valeur partagée bénéficiant à la société tout entière comme au Groupe.

En particulier, un comité des parties prenantes regroupant des représentants des ONG, think tanks, entreprises, experts, associations d'élus et épargnants, se réunit deux fois par an en présence du directeur général et de membres du comité exécutif du Groupe afin que ses recommandations soient directement relayées au plus haut niveau. En 2021, les sujets abordés en comité des parties prenantes ont porté sur le plan d'action biodiversité de la Caisse des Dépôts, la transition juste, l'articulation entre objectifs environnementaux et sociaux, ainsi que la raison d'être et la politique climat du Groupe.

Accroître la contribution aux ODD

Objectifs :

- Piloter l'atteinte de nos missions
- Soutenir les politiques nationales
- Évaluer l'impact de nos activités

Cartographie :

- 8 ODD prioritaires faisant l'objet d'une dynamique d'amélioration, soit plus de 40 plans d'actions assorties d'engagements chiffrés
- 5 ODD significatifs faisant l'objet d'une vigilance

Intégration dans les outils de pilotage :

- Pilotage stratégique (plan à moyen terme et programmation financière)
- Grille ESG des investissements, et avis DD en comité d'engagement
- Lettres d'orientations des filiales
- Intéressement des collaborateurs

Des ODD et des risques extra-financiers intégrés au pilotage

→ Pour accroître ses impacts positifs aux objectifs de développement durable tels que définis par les Nations unies (ODD), le groupe Caisse des Dépôts a choisi, depuis fin 2019, de se doter d'un plan de contribution aux ODD et de l'intégrer à son pilotage stratégique pour objectiver et piloter sa contribution aux politiques publiques et son utilité environnementale et sociale.

→ La gestion des risques extra-financiers procède d'une double approche. Au titre de leur impact sur les risques financiers, la direction des risques du Groupe intègre les principaux risques extra-financiers dans leur gestion globale des risques. Parallèlement, une cartographie des risques extra-financiers du Groupe a été élaborée depuis 2018, suivie dans la déclaration de performance extra-financière (DPEF) selon une approche de double matérialité.

Gérer les risques ESG

Objectifs :

- Maîtriser les risques pesant sur nos activités
- Réduire les risques que notre activité fait peser sur l'environnement et la société

Cartographie :

- 14 risques ESG prioritaires faisant l'objet d'un suivi DPEF, sur 27 risques significatifs identifiés
- Intégration de risques ESG dans la cartographie globale des risques

Intégration dans les outils de pilotage :

- Cadre d'appétit aux risques avec des seuils d'alerte en cas de dépassement
- Grille ESG des investissements et avis risques en comité d'engagement

Dates

2019-2021

Des stratégies renforcées et élargies, dont :

- plans d'action biodiversité (2021)
- nouvelles cibles de décarbonation des portefeuilles et exclusions fossiles, mise à jour de la politique climat des métiers financiers (2021)
- premier stress test climatique (2020)
- adoption du plan d'action sur les ODD intégré au pilotage stratégique (2020)



2015-2018

Premières stratégies intégrées, dont :

- feuille de route 2 °C (2017)
- politique climat des métiers financiers (2015)



2012-2014

Premières politiques Groupe, dont :

- Charte d'investissement responsable (2012)



2000-2011

Premiers engagements, dont :

- Principes pour l'investissement responsable (2006)
- Pacte mondial des Nations unies (2000)

Notre modèle d'affaires

Créée par la loi du 28 avril 1816 et définie à l'article L. 518-2 du Code monétaire et financier, « la Caisse des dépôts et consignations et ses filiales constituent un groupe public au service de l'intérêt général et du développement économique du pays. Ce Groupe remplit des missions d'intérêt général en appui des politiques publiques conduites par l'État et les collectivités locales, et peut exercer des activités concurrentielles. »

Enjeux

Économie et compétitivité

Inflation, hausse des taux d'intérêt, création d'emplois, innovation

Écologie et énergie

Objectif de neutralité carbone 2050, indépendance énergétique, préservation de la biodiversité

Territoires

Accès aux logements et aux services essentiels de proximité, accès et usage du numérique pour le plus grand nombre, développement de l'industrie et des infrastructures

Démographie et compétences

Santé et bien-vieillir des populations, éducation et formation

Ressources

Capital humain

- Plus de **370 000 collaborateurs** dans le monde (avec le groupe La Poste), dont **6 880 à l'Établissement public** en France
- **Mixité des statuts** publics et privés

Capital financier

- **62 Md€** de fonds propres
- **297 Md€** d'épargne centralisée
- **95 Md€** de dépôts réglementés
- **717 Md€** d'actifs financiers

Capital relationnel

- Établissement public placé sous le contrôle et la garantie du Parlement (« foi publique »)
- Une présence dans **plus de 100 pays**
- **16 directions régionales**, **37 implantations territoriales**
- Un réseau de **17 000 points de contact** avec le groupe La Poste
- **20 filiales** et participations stratégiques

Capital immatériel

- Plus de **200 ans** d'engagement au service du développement économique et de la cohésion sociale des territoires
- Tiers de confiance avec **plus de 65 mandats gérés** dans le domaine de la protection sociale
- **4 entités** dédiées à la recherche économique, sociale et environnementale

Modèle

Raison d'être

Alliance unique d'acteur économiques publics et privés, le groupe Caisse des Dépôts s'engage, au cœur des territoires, pour accélérer la transition écologique et contribuer à offrir une vie meilleure pour toutes et tous.

Moyens d'action diversifiés

Financer – garantir – conseiller – opérer et gérer
Missions de service public et d'intérêt général
Gestion de mandats pour le compte de l'État et des opérateurs publics
Animation d'écosystèmes et création de plateformes

Atouts clés

Nos valeurs

Intérêt général – long terme – confiance

Modèle unique

Acteur contracyclique
Recherche d'effet d'entraînement

Solidité financière

Revenus diversifiés
Capacité élevée d'investissement et de financement

Durabilité

Utilité environnementale et sociale
Intégration du risque ESG

Clients

Secteur public local et bailleurs sociaux
Professions juridiques réglementées
PME, TPE, ETI et structures de l'ESS
Particuliers, actifs et retraités

4 priorités stratégiques (Mobilisations 2021)

Transition écologique

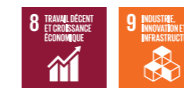
Accélérer la transition vers une économie neutre pour le climat et la biodiversité



- Flux TEE (toutes priorités confondues) : 17,3 Md€
- Fonds propres : 1,3 Md€
- Financements et garanties : 4,7 Md€

Développement économique

Favoriser la croissance économique et un développement inclusif



- Fonds propres : 3,7 Md€
- Financements et garanties : 55,5 Md€

Cohésion territoriale et habitat

Favoriser le développement équilibré des territoires et œuvrer pour le logement pour tous



- Fonds propres : 2,6 Md€
- Financements et garanties : 23,2 Md€

Cohésion sociale

Accélérer et moderniser la mise en œuvre des politiques sociales



- Fonds propres : 0,1 Md€
- Financements et garanties : 1,7 Md€

Montants répartis par priorité stratégique, sans double compte entre elles (sauf pour les flux en faveur de la transition écologique (flux TEE) calculés : tous secteurs d'activité confondus, y compris ceux relevant des autres priorités). Fonds propres : investissements nets de cession en quote-part CDC, conformément au modèle prudentiel. Financements et garanties : signatures de prêts (y compris les prêts sur ressource de la Section générale), garanties et investissements nets du Fonds d'épargne.

Impacts

(Chiffres 2021)

Transition écologique et énergétique

- **324 000 nouveaux foyers** alimentés en énergies renouvelables
- **71 000 ménages bénéficiaires** du financement de la rénovation thermique des logements sociaux
- **3 140 ha d'espaces renaturés**

Développement économique

- **85 000 PME, TPE, ETI et structures de l'ESS** soutenues financièrement
- **1 700 projets territoriaux accompagnés**
- **2,9 millions de locaux** raccordables à la fibre financés

Cohésion territoriale et habitat

- **169 500 personnes logées** grâce au financement de 88 000 nouveaux logements sociaux
- **212 000 personnes bénéficiaires** du financement de la rénovation de 95 000 logements sociaux
- **1^{er} financeur du logement social**
- **1^{er} financeur du secteur de la santé**

Cohésion sociale

- **Plus de 2 millions de formations professionnelles** financées
- **Plus de 11 300 places nouvelles** dans les établissements pour personnes âgées financés
- **Plus de 69 000 nouveaux lits** dans des établissements de santé financés
- **1 retraite sur 5 gérée**

Nos mandats spécifiques

La Caisse des Dépôts intervient également au travers de mandats spécifiques réalisés pour le compte de tiers, de l'État et des autorités de tutelle. Ces mandats stratégiques concernent les retraites, la solidarité, la formation professionnelle, ainsi que les Programmes d'investissements d'avenir (PIA) et le Grand Plan d'investissement (GPI).

Retraites

→ La Caisse des Dépôts recouvre les cotisations des employeurs et des actifs, calcule et verse les pensions des retraités, et assure l'information des employeurs, actifs et retraités.

Au 31/12/2021



55 000

employeurs publics partenaires



30,4 Md€

de pensions versées à 4 millions de pensionnés

7,4

millions d'actifs

Financement de l'économie

→ Programmes d'investissements d'avenir mis en place par l'État, la Caisse des Dépôts et Bpifrance

PIA de l'État

+ de **5 000** projets accompagnés

3 axes majeurs :

- démonstrateurs territoriaux
- transformation digitale
- transformation des compétences

8,6 Md€

engagés depuis 10 ans

57 Md€

- Grand plan d'investissement
- Neutralité carbone
- État numérique
- Compétitivité par l'innovation
- Accès à l'emploi

23 Md€

gérés par le groupe Caisse des Dépôts pour le compte de l'État

Formation

→ La Caisse des Dépôts calcule les droits acquis au titre de Mon Compte Formation et permet aux salariés, aux travailleurs indépendants et aux demandeurs d'emploi de trouver une formation certifiante, de s'inscrire, de solliciter un financement complémentaire et de payer en ligne.

Au 31/12/2021



16

millions d'utilisateurs de Mon Compte Formation depuis le démarrage (ayant accédé au moins une fois à la plateforme)

1,9

milliard de financements de formation versés

19

millions de comptes activés



3,5

millions de formations financées depuis novembre 2019, pour un montant global de 4,6 Md€

Bilan et résultat 2021

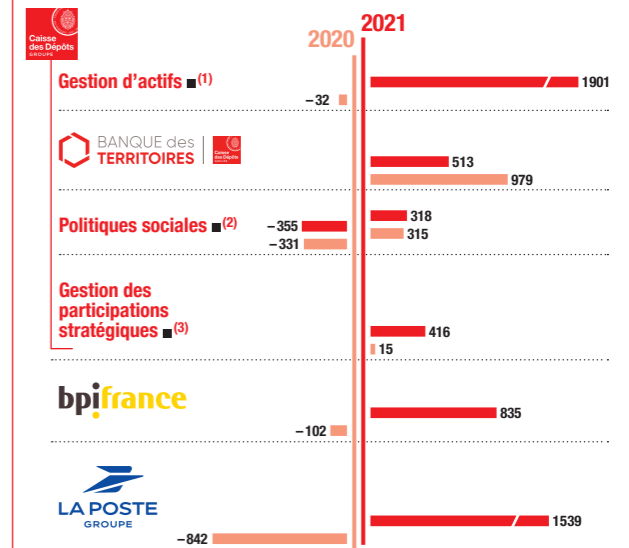
Un bilan agrégé* de plus de 1 300 Md€

	Actif (emplois)	Passif (ressources)
Participations filiales mises en équivalence ⁽¹⁾ 23 Md€	23	62
Actifs financiers 717 Md€ Dont : Actions : 91 Md€ Taux : 510 Md€ Unités de compte : 78 Md€ Immobilier : 24 Md€	717	135
Prêts 395 Md€ Dont Banque des Territoires sur Fonds d'épargne : 193 Md€ La Banque Postale : 128 Md€ SFIL : 53 Md€	395	414
Actifs court terme et disponibilités 101 Md€	101	598
Autres actifs 75 Md€	75	21
		81
Capitaux propres part du groupe 62 Md€ Dont groupe CDC : 48 Md€ Fonds d'épargne : 14 Md€		62
Dettes à long terme 135 Md€		135
Provisions techniques 414 Md€ (CNP Assurances)		414
Dépôts 598 Md€ Dont livrets réglementés du Fonds d'épargne : 298 Md€ La Banque Postale : 206 Md€ Autres dépôts bancaires et réglementés : 95 Md€		598
Émissions à court terme 21 Md€		21
Autres passifs 81 Md€		81

* Bilan agrégé groupe Caisse des Dépôts comptes consolidés en normes IFRS + Fonds d'épargne en normes françaises.

(1) Les participations mises en équivalence sont principalement Bpifrance, RTE, GRT-Gaz et Compagnie nationale du Rhône (CNR). Les participations intégrées globalement (principalement La Poste, SFIL, CDC Habitat, Transdev, Icade, CDA, Egis) voient leurs bilans affectés sur tous les postes.

Résultat 2021 agrégé par métier (en M€)



(1) Résultat social agrégé.

(2) Chiffre d'affaires (en +) / charges nettes (en -).

(3) Hors impact exceptionnel SFIL en 2020 (+19 M€).

(4) Hors impact exceptionnel opération La Poste (+978 M€ en 2020).

Indicateurs financiers

62 Md€*

Fonds propres agrégés⁽¹⁾ (dont 14 Md€ de fonds propres sociaux pour le Fonds d'épargne et 48 Md€ de fonds propres consolidés Caisse des Dépôts)

4,6 Md€*

Résultat agrégé⁽²⁾ (dont 0,7 Md€ de résultat net pour le Fonds d'épargne et 3,9 Md€ de résultat net part du groupe Caisse des Dépôts)

2,5 Md€

Contribution au budget de l'État (dont 1816 M€ de versements au titre du résultat consolidé du Groupe, 310 M€ de prélèvement sur Fonds d'épargne et 396 M€ de contribution représentative de l'impôt sur les sociétés de la Caisse des Dépôts)

* En hausse de 11 Md€ en lien avec la progression des indices boursiers et les résultats de l'exercice.

(1) Section générale (en normes IFRS) + Fonds d'épargne (en normes françaises).

(2) Les participations intégrées globalement sont principalement La Poste, SFIL, CDC Habitat, Transdev, Icade, CDA et Egis. Les participations mises en équivalence sont principalement Bpifrance, RTE, GRT-Gaz et CNR.

Notation financière AA/Aa2/AA

Identique à celle de l'État français

Notations extra-financières

C Statut Prime	A+	Negligible-Risk	Advanced
Parmi les leaders sectoriels (10% les meilleurs) 2020	Performance maximale sur le volet « stratégie et gouvernance » 2020	8,9/100 Classé 22 ^e au sein des institutions bancaires dans le monde 2022	72/100 Classé 1 ^{er} de son panel sectoriel 2022
ISS-ESG	PRI	Sustainalytics	Moody's Vigeo

Être ambassadeur d'un modèle plus inclusif et durable



←
UN ÉCHANGE
ENTRE DEUX
COLLABORATRICES
DE LA CAISSE
DES DÉPÔTS
SUR LE SITE
D'AUSTERLITZ 3,
À PARIS.

Pour réaliser ses ambitions en tenant compte des limitations planétaires, le groupe Caisse des Dépôts s'appuie sur l'engagement des collaborateurs, l'intégration des enjeux extra-financiers à ses pratiques financières, la loyauté et l'exemplarité de ses activités, et la maîtrise des impacts liés à son fonctionnement interne. À cela s'ajoutent les transformations managériale et digitale pour mobiliser autour d'une plus grande efficacité collective.

Pratique responsable de la finance



+ 5 points

en moyenne sur le score de déploiement de la Charte d'investissement responsable entre 2019 et 2021 au niveau Groupe (78% en 2020, vs 83% en 2021)

100%

de votes en assemblées générales, dont 33 résolutions soutenues en faveur de la TEE

Zéro

position spéculative (recours aux produits dérivés pour les seuls besoins de couverture, exclusion de produits de type *hedge funds*, détention sur le long terme)

Investisseur de long terme et financeur au service de l'intérêt général et du développement économique, le groupe Caisse des Dépôts adopte les meilleures pratiques en matière de durabilité dans la gestion de ses investissements, financements et participations stratégiques. Il vise un équilibre entre valeur financière pour assurer la sécurité des fonds gérés, valeur immatérielle pour préserver la confiance de ses partenaires et valeur sociétale pour accroître son impact positif sur l'environnement et la société.

100% des métiers financiers couverts par la politique d'investissement responsable

Depuis 2012, le Groupe s'est doté d'une Charte d'investissement responsable dont la mise en œuvre fait l'objet d'un suivi régulier pour chacune des entités d'investissement. Elle repose sur l'application systématique de trois principes complémentaires :

- l'intégration des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) dans toutes les décisions d'investissement ;
- le dialogue continu avec les entreprises investies ;
- l'exclusion des actifs dont les activités ou la gestion ne répondent pas aux principes fondamentaux contenus dans les traités et conventions internationales ou aux politiques édictées par le Groupe, en particulier climat, biodiversité, et lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme (LCB-FT).

Pour encourager leur bonne mise en œuvre, les équipes d'investissement du Groupe voient progressivement un critère de performance

ESG intégré à leur rémunération variable. En 2021, la révision de cette charte a été lancée afin d'approfondir la prise en compte des critères sociaux et de gouvernance et de l'étendre aux activités de prêts.

100% des encours investis sous intégration ESG

Tous les investissements font l'objet d'une analyse ESG via des outils internes ou des notations extra-financières issues d'agences reconnues.

Ces analyses sont souvent complétées de règles contraignantes pour la prise de décision : seuils minimums de performance ESG, intégration quantitative dans la valorisation, limite d'exposition. Elles sont ensuite régulièrement actualisées pendant la détention et sont complétées par un suivi des controverses lors d'un comité dédié pour les gestions d'actifs. À partir d'un certain seuil d'exposition et de risque, les contreparties sont étudiées par les analystes des risques, qui peuvent procéder à une dégradation de la note en raison d'un risque ESG.



100%

des prêts de la Banque des Territoires au service de l'intérêt général (logement social, politique de la ville, et projets territoriaux du secteur public local)

Pour en savoir plus

- CHARTE D'INVESTISSEMENT RESPONSABLE
- POLITIQUE CLIMAT DES PORTEFEUILLES FINANCIERS
- POLITIQUE DE VOTE ET PRINCIPES DE GOUVERNEMENT DES ENTREPRISES COTÉES
- PRINCIPES D'EXCLUSION DES INVESTISSEMENTS DANS LES PAYS ET TERRITOIRES CONTRIBUANT À LA FRAUDE FINANCIÈRE
- BILAN INVESTISSEMENT RESPONSABLE
- RAPPORT SUR L'EXERCICE DES DROITS DE VOTE DE LA CAISSE DES DÉPÔTS

Intervention d'Éric Lombard à l'occasion du 7^e Sommet de l'économie de Challenges en 2020



Principales exclusions

Bombes à sous-munitions, mines antipersonnel, pays ne respectant pas les droits de l'homme, la liberté d'association et le droit à la négociation collective ou encore l'élimination du travail forcé, blanchiment et corruption, charbon thermique et hydrocarbures non conventionnels les plus dommageables pour l'environnement.

Des activités de prêts au service de l'intérêt général

Les financements du Groupe sont encadrés par différentes doctrines et dispositifs qui en délimitent l'objectif et les cibles : bailleurs sociaux et secteur public local exclusivement pour la Banque des Territoires, soutien aux TPE/PME pour Bpifrance, soutien au secteur public local pour le dispositif SFIL/La Banque Postale. Les prêts de Bpifrance font également l'objet d'une analyse ESG systématique au-delà de certains seuils. Enfin, la politique climat a été étendue en 2021 pour explicitement couvrir toutes les activités du Groupe, y compris les prêts.

Un dialogue actionnarial dynamique sur les sujets ESG

Les gérants du Groupe abordent systématiquement les enjeux ESG dans leur dialogue avec les dirigeants des entreprises investies. En 2021, les gestions d'actifs ont ainsi engagé 88% des sociétés du portefeuille d'actions détenues en direct sur des thématiques ESG, en particulier sur leur alignement à 1,5 °C. Des initiatives d'engagement collaboratif sont également menées, notamment au sein de l'initiative Climate Action 100+. Les entités du Groupe exercent en outre systématiquement leur droit de vote lors des assemblées générales des entreprises détenues, y compris pour les résolutions environnementales et sociales, conformément à la politique de vote et de gouvernance des entreprises cotées.

Des ambitions pleinement intégrées au pilotage des filiales

Les filiales du Groupe sont activement suivies sur les sujets financiers et ESG. Cela passe notamment par la mise en place de politiques durables Groupe, un courrier annuel du directeur général aux directeurs de chaque filiale rappelant l'application et l'implication des administrateurs représentants la Caisse des Dépôts aux conseils d'administration et leurs délibérations sur les stratégies ESG des entités. Une ou deux fois par an, des réunions de formation/information sont d'ailleurs organisées pour les administrateurs sur les sujets RSE. En 2021, les participations stratégiques ont en particulier été incitées à accroître leurs contributions aux politiques publiques en lien avec les quatre axes stratégiques du Groupe.

Éthique et conformité



100%

des dossiers présentés en comité d'engagement Groupe font l'objet d'une analyse de conformité (déontologie – anticorruption – LCB-FT)



78%

des collaborateurs de l'Établissement public ont suivi en 2021 le module de formation e-learning sur la politique anticorruption

Établissement public, tiers de confiance placée sous le sceau de la foi publique, la Caisse des Dépôts a le devoir d'être exemplaire et d'appliquer les meilleures pratiques en vigueur, en particulier en termes de déontologie, de lutte contre la corruption, le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, de prévention de la fraude et de la protection des données personnelles. Elle s'est donc dotée de chartes et politiques qui doivent être appliquées par toutes les entités du Groupe, à tous les niveaux, et de canaux de remontée d'incidents et d'alertes.

Une éthique des affaires assise sur des standards Groupe et des dispositifs d'alerte dans les entités

La Charte de déontologie du Groupe constitue un socle commun de principes et de règles de bonne conduite, déclinés par les entités du Groupe dans leurs Codes de déontologie, opposables aux collaborateurs.

Elle est complétée par des politiques et procédures opérationnelles, dont une politique relative à la prévention et à la gestion des conflits d'intérêts, ainsi que des règles de déontologie financière pour les collaborateurs des métiers concernés. Chaque entité nomme un responsable déontologue et met en place des dispositifs d'alertes assurant la confidentialité ainsi que la protection des lanceurs d'alerte.

Tolérance zéro en matière de corruption et de non-conformité LCB-FT

Quel que soit leur assujettissement à la réglementation, toutes les filiales sont tenues de respecter la politique du Groupe en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LCB-FT). Une appréciation du niveau de risque est faite pour chaque nouvelle entrée en relation d'affaires, et une liste de pays où les investissements sont prohibés est établie. La politique anticorruption du Groupe précise les grands principes applicables au Groupe en la matière et encadre notamment les modalités d'octroi et de réception des cadeaux et avantages pour les collaborateurs et dirigeants. Sa déclinaison opérationnelle inclut en particulier une cartographie des risques de corruption et des procédures d'évaluation des clients, partenaires et fournisseurs de premier rang.



← Une vue de la Caisse des Dépôts, à l'angle de la rue du Bac et du quai Anatole-France, à Paris.



2162

saisines de la médiation, dont 85% clôturées



100%

des filiales consolidées de premier rang sont soumises à un contrôle de conformité par l'EP (déontologie – anticorruption – LCB-FT)

La culture de conformité

Pour assurer la mise en œuvre des standards minimaux du Groupe, des contrôles de conformité sont déployés par la Caisse des Dépôts au sein de chaque entité, et les résultats de contrôles sont présentés dans les instances de gouvernance. Une analyse sur les risques de conformité (LCB-FT, déontologie, anticorruption) est intégrée à l'instruction des dossiers présentés au comité des engagements du Groupe. Un avis défavorable ou réservé de la direction de la conformité peut ainsi conduire à l'abandon de projets (par exemple au regard de l'opacité des montages juridiques retenus). Enfin, un parcours de formation de conformité sous format e-learning composé de sept modules a été mis en place, et sa validation est obligatoire pour tous les collaborateurs de l'Établissement public.

Une possible médiation pour les bénéficiaires des prestations du Groupe

La Médiatrice du Groupe offre une possibilité de résolution à l'amiable.

La Charte de la médiation du Groupe assoit son indépendance. En 2021, le nombre de saisines reste en forte hausse du fait du développement des plateformes d'intérêt public (Mon Compte Formation, Mon Parcours Handicap). Cette médiation s'ajoute aux dispositifs de gestion de la satisfaction clients propre à chaque entité.

Une attention particulière à la protection des données personnelles

Le Groupe peut être amené à collecter et à traiter des données à caractère personnel relatives à ses clients, collaborateurs, partenaires, fournisseurs ou prestataires. La Caisse des Dépôts a développé une gouvernance intégrant les exigences légales et réglementaires relatives à l'usage et à la protection de ces données. Une déléguée à la protection des données contrôle le respect de la réglementation, en collaboration avec la direction juridique et fiscale, et coopère avec la Cnil sur les questions relatives au traitement de données personnelles. Un comité de pilotage RGPD, présidé par la secrétaire générale du Groupe, se réunit régulièrement.

Pour en savoir plus

- CHARTE DE DÉONTOLOGIE DU GROUPE
- NOTICE SUR LA PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES
- CHARTE DE LA MÉDIATION DU GROUPE ET RAPPORT ANNUEL DE LA MÉDIATRICE
- DISPOSITIF LCB-FT ET DISPOSITIF ANTICORRUPTION DE LA CDC

Performance et attractivité de notre modèle d'employeur responsable



92/100

à l'index d'égalité professionnelle femmes-hommes de la Caisse des Dépôts

27%

des accords ou relevés de décisions établis dans le Groupe en 2021 sur les thèmes de l'organisation et des conditions de travail et sécurité

Convaincu qu'une gestion socialement responsable des ressources humaines est indispensable à sa performance, à l'atteinte de son ambition stratégique et au respect de ses valeurs humaines, le groupe Caisse des Dépôts se positionne résolument en employeur responsable. Son modèle social a démontré en 2021 sa capacité de résilience, alors que les modes de travail hybrides se pérennisent.

Les engagements du Groupe en matière sociale

Pour formaliser son attachement à la promotion et au respect de l'égalité des chances, de la qualité des conditions de travail et des grands principes internationaux sur les droits humains dans tous ses domaines d'activité, le Groupe dispose depuis 2006 d'une déclaration sociale qui s'applique à l'ensemble de ses entités. Cette déclaration est en cours de refonte pour actualiser et approfondir les engagements de l'Établissement public et des filiales en tant qu'employeurs responsables.

Accompagner l'émergence de nouvelles modalités de travail

Le travail à distance organisé et accompagné est devenu le quotidien des collaborateurs de la Caisse des Dépôts, près de 90% d'entre eux ayant aujourd'hui souscrit au télétravail. Une nouvelle forme de travail – hybride – a ainsi émergé, avec des collaborateurs sur site et d'autres connectés à distance. La Caisse des Dépôts a accompagné les équipes face à cette nouvelle organisation pour maintenir

leur efficacité collective et leur cohésion : accélération de la transformation managériale (autour du feed-back notamment), formation au management hybride, sensibilisation à l'animation de réunions hybrides, adaptation des salles de réunion, enrichissement des outils collaboratifs...

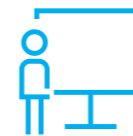
Poursuivre la transformation des pratiques RH

Dans le cadre du programme Objectif client RH, la Caisse des Dépôts a axé l'année 2021 sur la simplification des processus, l'amélioration de l'expérience client et la signature d'un nouvel accord-cadre « Emploi/Parcours/Compétences ». L'Université CDC a revisité son offre de formation pour la rendre plus accessible et créer des passerelles entre les différents dispositifs, comme les « écoles », qui proposent des parcours de développement des compétences et de la sensibilisation à la certification. Enfin, un nouveau réseau de conseillers en développement des compétences offre un accompagnement individualisé et de proximité à chaque collaborateur.



38%

Embauches des moins de 30 ans (France)



4%

Pourcentage de masse salariale consacrée à la formation par l'Établissement public

→ Une collaboratrice de la Caisse des Dépôts lors du premier confinement.



Un employeur responsable en faveur de la cohésion sociale

→ Diversité et égalité professionnelle

Axe transversal du nouvel accord-cadre, la diffusion d'une culture de l'égalité entre les femmes et les hommes, et plus largement l'inclusion irriguent également le nouveau plan triennal de développement des compétences de la Caisse des Dépôts, avec la mise en place de parcours dédiés au sein de l'école du management. Par ailleurs, l'accord « Égalité professionnelle F/H » sera remis en chantier en 2022.

→ Handicap

En 2021, la Caisse des Dépôts a signé deux accords structurants sur le handicap : l'accord 2021-2023 et la convention triennale avec le Fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique (FIPHFP). Sur cette base est notamment poursuivie la mise en place de mesures de compensation (notamment techniques) pour les collaborateurs en situation de handicap en télétravail.

→ Emploi des jeunes.

Le nouvel accord-cadre fixe l'ambition de doubler le nombre d'apprentis recrutés d'ici à 2024 (pour atteindre 250 recrutements par an), d'orienter ces recrutements sur l'ensemble des niveaux de qualification, d'en pérenniser 30 à 40 par an à partir de 2023, et de développer ses partenariats avec des associations et des écoles.

→ Parentalité et équilibre des temps de vie

La Caisse des Dépôts réaffirme son engagement dans une politique inclusive de soutien et d'accompagnement à la parentalité. Cette dernière vise notamment à mieux prendre en compte la situation de parent et de proche aidant dans les nouvelles organisations du travail. Dans ce cadre, la Caisse des Dépôts signera en 2022 la nouvelle charte de la parentalité en partenariat avec l'Observatoire de la qualité de vie au travail.

→ Prévention santé

En 2021, dans un contexte persistant de crise sanitaire, la Caisse des Dépôts a poursuivi la protection de ses collaborateurs par le biais d'une prévention renforcée des risques psychosociaux (formation et sensibilisation) et d'actions spécifiquement liées aux impacts de l'organisation du travail. En complément, deux enquêtes de mesure du climat social ont été lancées auprès des collaborateurs sur l'organisation du travail et sur le management.

Maîtrise des impacts de nos opérations internes



des émissions pilotables du Groupe (scopes 1, 2 et 3) faisant l'objet d'une cible de réduction alignée sur l'accord de Paris

46%

de réduction des émissions de gaz à effet de serre de la Caisse des Dépôts entre 2019 et 2030 (scopes 1, 2 et 3 pilotable), nouvelle cible alignée sur une trajectoire à 1,5 °C

Plus de 50%

des émissions de gaz à effet de serre du Groupe compensées dès 2021

Soucieux de maîtriser les impacts de ses financements en se positionnant en financeur responsable, le groupe Caisse des Dépôts s'attache également à maîtriser ceux de son fonctionnement interne et des activités de ses filiales opérationnelles sur l'ensemble de leur chaîne de valeur. Il s'efforce de faire preuve d'exemplarité dans ses activités et vis-à-vis de ses partenaires.

Un principe de sobriété

Pour respecter les limites planétaires, le Groupe vise à minimiser la quantité d'énergie, de matière ou d'eau nécessaire à l'exercice de ses activités. Cela passe notamment par la promotion d'un approvisionnement issu de filières durables et/ou de recyclage, et de la réduction du gaspillage. Ainsi, bien que non concernée par la loi relative à la lutte contre le gaspillage alimentaire et à l'économie circulaire, la Caisse des Dépôts a choisi de les mettre volontairement en œuvre en 2021 pour le marché de mobilier, avec l'objectif qu'au moins 20% du marché soit issu de réemploi, de réutilisation ou de matières recyclées. Un chantier est par ailleurs en cours à l'échelle du Groupe afin de construire une politique biodiversité couvrant l'économie circulaire et la gestion des ressources en général.

Un engagement en faveur de la neutralité carbone

En complément des efforts de décarbonation des portefeuilles financiers, le Groupe entend œuvrer à la neutralité carbone de ses opérations d'ici à 2050, en alignant progressivement l'ensemble de ses activités sur un objectif de maintien du réchauffement mondial à 1,5 °C d'ici à 2100 par rapport à l'ère pré-industrielle. En 2021, le bilan de gaz à effet de serre du fonctionnement interne et des opérations (hors émissions financées) s'élève à 5,2 Mteq CO₂, dont plus de 50% pour le seul groupe La Poste. Au total, 92% de ces émissions font l'objet d'une cible de réduction alignée sur l'accord de Paris, avec des cibles régulièrement revues pour en accroître l'ambition. Au sein de la Caisse des Dépôts, les émissions de gaz à effet pilotées s'élèvent à 16900 teq CO₂ sur le périmètre pilotable, dont 14% sur le scope 1 et 10% sur le scope 2. En prenant également en compte les achats et les immobilisations, le bilan de gaz à effet de serre complet atteint 55612 teq CO₂.



← Une vue de l'immeuble à haute performance énergétique La Poste Magenta à Paris.



de réduction de la consommation finale d'énergie de la Caisse des Dépôts par m² par rapport à 2019

Pour réduire ses émissions, l'Établissement public met en œuvre des plans d'actions environnementaux en matière d'immobilier, de mobilité, d'économie circulaire et de numérique responsable. Sur ce dernier point en particulier, dans un contexte de forte croissance de l'utilisation des outils digitaux liée au travail à distance, un plan numérique responsable définissant une stratégie et une trajectoire de réduction de son empreinte carbone est en cours d'élaboration. Il ambitionne en outre de financer des réductions d'émissions de gaz à effet de serre équivalentes à 100% de ses émissions résiduelles pilotables via des projets au label bas carbone d'ici à 2025.

Des démarches d'achats responsables approfondies

Après un premier schéma de promotion des achats publics socialement responsables sur 2017-2020, l'Établissement public a renouvelé son engagement pour 2021-2023. Ce schéma renforce ses actions en faveur du progrès social, de la réduction de son impact environnemental et d'une relation équilibrée avec ses parties prenantes, avec la volonté d'entraîner ses prestataires. En 2021, tous les achats généraux et immobiliers ont intégré des critères d'achats responsables ainsi que des clauses contraignantes dans les cahiers des charges techniques et administratifs. 16% des marchés de services métiers ont intégré des clauses ou critères extra-financiers portant sur l'objet de la prestation elle-même,

l'objectif étant d'atteindre 80%.

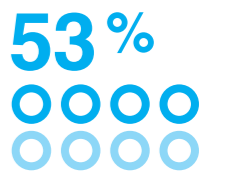
Les entités du Groupe continuent également de progresser dans ce domaine, en fonction de leurs enjeux propres, et c'est désormais plus de la moitié d'entre elles qui a un dispositif achats responsables en place.

Un engagement en faveur des droits humains

Le groupe Caisse des Dépôts est attaché à la promotion et au respect des grands principes internationaux sur les droits humains dans tous ses domaines d'activité. Conformément à la charte de déontologie du Groupe, « chaque entité s'assure notamment que ses sous-traitants et fournisseurs mettent en place les dispositifs permettant l'identification et la prévention des atteintes au respect des droits humains et aux libertés fondamentales, à la santé et à la sécurité des personnes, ainsi qu'à l'environnement ». Les entités du Groupe concernées par le devoir de vigilance répondent aux obligations issues de la loi de 2017, chacune en fonction des niveaux d'exposition et des enjeux inhérents à sa chaîne de valeur.

Pour en savoir plus

- CHARTE DE DÉONTOLOGIE DU GROUPE
- SCHÉMA DE PROMOTION DES ACHATS PUBLICS SOCIALEMENT RESPONSABLES 2021-2023
- POLITIQUE CLIMAT
- PLAN D'ACTION BIODIVERSITÉ



de déchets recyclés (Établissement public)



d'énergies renouvelables dans la consommation d'énergie de la Caisse des Dépôts

32 Md€

d'achats réalisés auprès du secteur protégé et adapté (Groupe hors Trandev, Compagnie des Alpes, SCET, Egis et STOA)



Cahier des indicateurs

Pour inscrire ses ambitions dans des engagements concrets et rendre compte de ses impacts, le groupe Caisse des Dépôts s'est fixé des cibles chiffrées dont il suit l'atteinte dans le temps.

Outil de suivi et d'amélioration de la performance, le reporting extra-financier du groupe Caisse des dépôts s'organise autour de deux axes :

• **la maîtrise des risques extra-financiers**

Sur les 27 risques identifiés, 14 ont été identifiés comme majeurs et font l'objet d'un reporting au titre de la DPEF dans le présent document et dans le rapport d'engagement sociétal pour les précisions méthodologiques. Cette DPEF fait l'objet d'une vérification par des organismes indépendants ; les indicateurs vérifiés sont signalés en gras dans les tableaux qui suivent ;

• **la contribution aux objectifs de développement durable des Nations unies (ODD)**

Avec plus de 40 engagements chiffrés validés au premier semestre 2021, le Groupe objective et suit sa contribution aux politiques publiques et son impact environnemental et social. Les principaux engagements et leur suivi sont repris dans le présent cahier.

Méthodologie : le périmètre inclut l'Établissement public, ainsi que toutes les filiales consolidées dont il est actionnaire de référence, ce qui inclut depuis 2021 le groupe La Poste. Les indicateurs extra-financiers sont calculés sans quote-part en sommant le nombre de contreparties ou projets financés par les différentes entités du Groupe.

Abréviations métiers :

BPI : Bpifrance ; BDT : Banque des Territoires ; GDA : Gestions d'actifs ; DPS : direction des politiques sociales ; LP : groupe La Poste ; LBP : La Banque Postale.




Pour en savoir plus

- RAPPORT D'ENGAGEMENT SOCIÉTAL
- BILAN INVESTISSEMENT RESPONSABLE
- SUIVI DU PLAN DE RELANCE SUR LE SITE INTERNET
- LA PAGE RAISON D'ÊTRE DU SITE INTERNET
- RAPPORTS RSE DES FILIALES ET PARTICIPATIONS STRATÉGIQUES

Transition écologique

Risques	Principales politiques Groupe
<ul style="list-style-type: none"> – Risques physique et de transition sur les activités opérées ou financées liés au changement climatique – Non-atteinte des missions du Groupe en matière de transition écologique (TEE) 	<ul style="list-style-type: none"> – Politique climat du Groupe, avec l'objet d'aligner 100% des activités sur une trajectoire à 1,5 °C – Politiques sectorielles du Groupe (charbon, pétrole et gaz, immobilier, transport) – Plan stratégique et plan d'action ODD du Groupe et leurs déclinaisons par entité – Plan climat de la Banque des Territoires et de Bpifrance – Intégration des risques climatiques dans la gestion des risques du Groupe (cartographie d'exposition du bilan, cadre d'appétit au risque, stress tests) – Gammes de prêts, produits et services dédiés à la transition écologique – Plan d'actions Biodiversité de l'Établissement public et travaux du Groupe en cours

Principales cibles et indicateurs de performance

Thématique	Indicateur	Périmètre	2019	2020	2021	Cibles
Financement de la TEE 	Montant annuel des financements en faveur de la TEE (flux en Md€) ⁽¹⁾	CDC BPI	7	8,6	10,5	40 Md€ (2020-2024) 60 Md€ (2020-2024)
		Plan climat Groupe (LP inclus)	–	4,9	7,3	
	Puissance d'énergie renouvelable financée (flux en GW) ⁽²⁾	BDT BPI	2,2	1,4	0,9	8,8 GW (2020-2024)
	Nombre de logements sociaux rénovés thermiquement (flux) ⁽³⁾	BDT	35 745	29 958	31 981	200 000 (2020-2024)
	Surfaces de bâtiments tertiaires publics et privés rénovés thermiquement (flux en m ²) ⁽⁴⁾	BDT	270 000	231 727	653 125	1,5 M m ² (2020-2024)
Nombre de nouvelles places dans des véhicules propres (flux) ⁽⁵⁾	BDT Transdev	–	64 980	170 790	138 000 (2021-2025)	
Nombre de bornes de recharge financées (flux) ⁽⁶⁾	BDT	0	2028	55 793	50 000 (2020-2024)	
Décarbonation des entreprises et des portefeuilles 	Empreinte carbone des portefeuilles ⁽⁷⁾ – Actions cotées (teq CO ₂ /k€ investi) – Obligations d'entreprises (teq CO ₂ /k€ investi) – Immobilier de placement (kgeq CO ₂ /m ² an)	GDA	0,293	0,304	0,216	– 20% (2019-2025)
		GDA	0,119	0,11	0,101	– 20% (2019-2025)
		GDA	–	–	28	– 15% (2019-2025)
	Part de contreparties ayant fait l'objet d'un dialogue actionnarial sur le sujet de la TEE et/ou du changement climatique (en %) ⁽⁸⁾	Groupe (hors LP)	30%	32%	33%	25% d'ici à 2024
Préservation de la biodiversité et des ressources naturelles 	Financements des projets à impact positif sur la biodiversité et l'économie circulaire (flux en M€)	BDT	–	302	721	3 Md€ (2020-2024)
	Pourcentage de forêts labellisées FSC ou PEFC (en %)	GDA	–	100%	100%	100% dès 2020
	Surfaces concernées par des opérations de renaturation (en ha)	CDC Biodiversité	2 988	3 056	3 141	Accroître les activités permettant de restaurer la biodiversité
	Nombre d'usagers concernés par les programmes d'eau et d'assainissement financés dans l'année	BDT SFIL	–	6 514 836	6 748 753	Financer les projets en faveur de l'eau et de l'économie circulaire






■ Indicateurs ayant fait l'objet d'une vérification externe.

(1) Des montants en hausse continue au niveau du Groupe, avec une année marquée par l'acquisition de *green bonds* par les gestions d'actifs, outre le financement de projets territoriaux.
 (2) Donnée Bpifrance non disponible.
 (3) À noter : une accélération du montant des rénovations unitaires financées marquant une ambition croissante dans les économies générées.
 (4) Des offres de rénovation thermique disponibles variées et en hausse pour répondre aux besoins.
 (5) Rapide gain en maturité sur ce sujet nouveau pour l'Établissement public, avec notamment la structure dédiée Movivoit dans un contexte de forte hausse de la demande.
 (6) Les objectifs sont dépassés grâce au succès des engagements dans les parkings résidentiels (plateforme Logivoit) et les premiers projets de déploiement territoriaux.
 (7) Ces cibles font suite à des diminutions de respectivement déjà 47%, 69% et 23% entre 2014 et 2020, respectivement sur les portefeuilles actions, obligations d'entreprise et immobilier de placement.
 (8) Calculé sur les portefeuilles gérés en direct. L'objectif est un engagement systématique des entreprises émissives pour l'alignement sur une trajectoire à 1,5 °C.

Développement économique inclusif

Risques	Principales politiques Groupe
<ul style="list-style-type: none"> – Non-atteinte des missions du Groupe en matière de développement économique inclusif 	<ul style="list-style-type: none"> – Plan stratégique et plan d'action ODD du Groupe et leurs déclinaisons par entité – Doctrines d'intervention (BPI, BDT) – Charte d'investissement responsable du Groupe – Gamme de prêts et dispositifs d'accompagnement (services, réseaux, accélérateurs...) pour les entreprises, en particulier continuum d'offres dédiées pour les PME/TPE (BPI, LBP) – Grands plans thématiques pour les filières clés : numérique, industrie, commerce, tourisme... – Gammes de prêts et dispositifs d'accompagnement pour les structures de l'ESS et les associations (BPI, LBP, BDT) – Études d'impacts socio-économiques (BDT, BPI en particulier)

Principales cibles et indicateurs de performance

Thématique	Indicateur	Périmètre	2019	2020	2021	Cibles
PME/TPE 	Montant annuel des financements et investissements en faveur des PME/TPE/ETI (en Md€) ⁽¹⁾	BPI	27	28	29	Bâtit un continuum d'intervention pour toutes les entreprises
		Groupe	–	–	33	
	Nombre de PME/ETI/TPE soutenues financièrement (financements, investissements, garanties) dans l'année ⁽²⁾	BPI	70 800	66 540	68 978	Bâtit un continuum d'intervention pour toutes les entreprises
	Groupe	–	–	79 240		
Nombre de nouvelles entreprises accélérées ⁽³⁾	BPI	756	430	856		
Innovation 	Montant annuel à destination des entreprises innovantes (en Md€) ⁽⁴⁾	BPI	1,3	3,0	4,4	2,2 Md€/an d'ici à 2024
Industrie 	Montant annuel à destination du secteur industriel (French Fab) (en Md€) ⁽⁵⁾	BPI	7,3	8,2	8,7	8 Md€/an d'ici à 2024
	Nombre de projets industriels territoriaux soutenus dans l'année	BDT	–	56	73	520 d'ici à 2025
Commerce	Nombre de structurations de foncières territoriales financées (stock)	BDT	–	44	71	100 d'ici à 2025
Économie sociale et solidaire (ESS) 	Nombre d'associations et structures de l'économie sociale et solidaire (ESS) accompagnées ⁽⁶⁾	Groupe	–	–	6 000	Accompagner le développement de l'ESS
Programmes territoriaux	Nombre de programmes territoriaux soutenus dans l'année ⁽⁷⁾ – Action cœur de ville (ACV) – Autres		1 383	2 181	1 736	Accompagner les projets de tous les territoires
		BDT	753	798	735	
			630	1 383	1 001	
Numérique 	Nombre de locaux raccordables (Fiber To the Home) financés (en millions)	BDT	2,6	4,0	6,9	8 millions d'ici à 2022, soit 55% des zones RIP
	Nombre de projets ou d'entreprises accompagnées dans le domaine du numérique	BPI	5 000	4 990	5 690	Soutenir le secteur du numérique
Tourisme	Montant annuel en faveur du tourisme (en Md€)	BDT BPI	–	1,4	2,4	3,6 Md€ d'ici à 2023


■ Indicateurs ayant fait l'objet d'une vérification externe.

(1) À cette mobilisation de Bpifrance s'ajoutent les investissements de GDA et les financements de La Banque Postale.
 (2) Hors assurances export et accompagnement non financier. Inclut les entreprises financées par Bpifrance, La Banque Postale et les gestions d'actifs.
 (3) Redémarrage suite à l'arrêt des opérations pendant la pandémie, avec une proposition d'offre repensée plus digitalisée.
 (4) Activité plus importante suite à la crise et à la relance. Les 4,4 milliards d'euros mobilisés en 2021 ont permis de financer plus de 7 650 entreprises innovantes.
 (5) Activité plus importante suite à la crise et à la relance. Les 8,7 millions d'euros mobilisés en 2021 ont permis de financer plus de 12 860 entreprises du secteur de l'industrie.
 (6) Cela inclut les entreprises financées par Bpifrance, ainsi que les structures et associations accompagnées par la Banque des Territoires et La Poste.
 (7) Cela inclut en particulier les projets des programmes Action cœur de ville, Petite Ville de demain, Territoires d'industrie et NPNU.

Cohésion territoriale

Risques	Principales politiques Groupe
<ul style="list-style-type: none"> - Défaut d'intervention sur tous les territoires, en particulier les plus fragiles - Non-atteinte des missions du Groupe en matière de cohésion territoriale et habitat 	<ul style="list-style-type: none"> - Plan stratégique et plan d'action ODD du Groupe et leurs déclinaisons par entité - Doctrines d'intervention (BPI, BDT) - Gamme de prêts et dispositifs d'accompagnement pour les collectivités, et plus globalement le secteur public local (prêts BDT, dispositif SFIL/LBP...) - Gamme de prêts et dispositifs d'accompagnement pour les bailleurs sociaux (BDT, LBP) et les ménages locataires (CDC H) - Maillage territorial pour l'accès au service public et l'accès aux services postaux (Espaces France Services, points d'accès physiques aux services postaux) - Programmes territoriaux pour les territoires les plus fragiles (BDT)

Principales cibles et indicateurs de performance

Thématique	Indicateur	Périmètre	2019	2020	2021	Cibles
 Habitat	Montant annuel des financements en faveur du logement social, intermédiaire et habitat spécifique (en Md€) ⁽¹⁾	BDT	11,5	10,7	11,4	1 ^{er} financeur du logement social
		Groupe	13,3	12,3	19	
	Nombre de logements financés, construits ou acquis dans l'année :					
	- dont logements sociaux et très sociaux ⁽²⁾	BDT	93 548	86 738	93 539	
	- dont logements intermédiaires ⁽³⁾	CDC H	88 464	83 388	88 078	500 000 (2020-2024)
			5 084	3 581	5 461	30 000 (2020-2024)
	Nombre de rénovations de logements sociaux financés ⁽⁴⁾	BDT CDC H	100 522	88 250	94 998	Accélérer la rénovation du parc de bâtiments existants
	Nombre de logements gérés :					
	- dont logements sociaux		512 081	525 000	531 845	
	- dont logements d'urgence	CDC H	341 518	349 152	351 265	1 ^{er} bailleur social de France
	- dont logements étudiants et jeunes travailleurs gérés		14 945	16 190	15 784	
			24 314	23 439	25 955	
Secteur public local	Montant annuel des financements réalisés auprès du secteur public local (en M€) ⁽⁵⁾	BDT	921	1123	1 037	1 ^{er} financeur du secteur public local
		Groupe	-	-	14 250	
Politique de la ville	Montant des prêts dédiés à la politique de la ville (en M€) ⁽⁶⁾	BDT	111	102	139	Soutenir les projets dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV)
Villes durables	Nombre de projets Action cœur de ville (ACV) soutenus depuis le début du programme ⁽⁷⁾	BDT	1 383	2 181	2 916	5 000 d'ici à 2025
Services publics	Nombre d'Espaces France Services financés/animés par le Groupe (stock)	Groupe	490	856	1 745	2 000 d'ici à 2022
		LP	-	-	34 653	40 000 d'ici à 2025
Transport	Nombre de passagers transportés annuellement sur les réseaux et véhicules opérés en France (en millions)	Transdev	-	4,1	4,25	Opérateur de transport en commun
		LP	-	-	51	225 villes en Europe dont 22 métropoles d'ici à 2025



■ Indicateurs ayant fait l'objet d'une vérification externe.

(1) Dans le Groupe, le financement des logements sociaux et intermédiaires concerne principalement la Banque des Territoires et CDC Habitat. Le métier Gestion d'actifs peut également avoir une activité ; son poids étant bien moindre, il n'est ici pas comptabilisé. Les prêts de La Banque Postale aux bailleurs sociaux ne sont ajoutés dans les chiffres Groupe qu'à compter de 2021.
 (2) Le nombre de logements sociaux et très sociaux inclut également les habitats spécifiques (hébergement pour travailleurs, logements d'urgence...). L'intervention de la Caisse des Dépôts est tributaire du contexte, en particulier du nombre de projets agréés. Le nombre de logements agréés est inférieur aux ambitions fixées par le gouvernement (sur 2021, objectif de 120 000 agréments, contre 95 000 accordés, soit -21 %).
 (3) On constate tout de même une hausse de près de 50 %, aussi, même si la progression se stabilise, la cible reste atteignable.
 (4) Donnée CDC Habitat non disponible en 2020. L'historique s'explique par un contexte de taux bas, avec un nombre en légère baisse de rénovations, mais des niveaux plus ambitieux.
 (5) Au niveau du Groupe, ajout de SFIL et de La Banque Postale.
 (6) Projets urbains et projets portés par les collectivités locales. Ce montant, en augmentation par rapport à 2020, signe l'accélération du rythme des projets de renouvellement urbain des quartiers prioritaires.
 (7) Nombre de projets soutenus depuis le lancement du programme en 2018 auprès des 235 villes sélectionnées.

Cohésion sociale

Risques	Principales politiques Groupe
<ul style="list-style-type: none"> - Manque de protection des personnes vulnérables, non-mise à disposition de services, solutions ou financement participant au renforcement de la cohésion sociale et à la réduction des inégalités sociales, remettant en cause la réussite projets et l'atteinte de la mission du Groupe 	<ul style="list-style-type: none"> - Plan stratégique et plan d'action ODD du Groupe et leurs déclinaisons par entité - Doctrines d'intervention (BDT, BPI) - Conventions d'objectifs des mandats pour moderniser les politiques sociales (BDT, DPS) - Gammes d'offres et services à forte contribution sociale

Principales cibles et indicateurs de performance

Thématique	Indicateur	Périmètre	2019	2020	2021	Cibles
 Formation professionnelle	Nombre de formations Mon Compte Formation financées (en millions) ⁽¹⁾	DPS	0,5	1,0	2,1	3 millions (2020-2022)
	Nombre d'utilisateurs du portail Mon Compte Formation (en millions)	DPS	1,6	7,2	7,5	8,4 millions d'ici à fin 2021
	Nombre de jeunes entrant en apprentissage grâce aux programmes gérés	DPS	-	21 000	40 217	Favoriser l'insertion professionnelle des jeunes
 Santé et vieillissement	Montant en faveur de la santé et du vieillissement (en Md€) ⁽²⁾	Groupe	-	2,4	2,9	16 Md€ (2021-2025)
	Nombre de places dans les établissements pour personnes âgées (RSS, Ehpad, EHPA) financés (construits ou acquis)	Groupe (hors LP)	7 970	8 300	11 316	50 000 (2021-2025)
	Montant des investissements, financements et garanties dans les entreprises de la santé (en Md€) ⁽³⁾	BPI	1,1	1,4	2,4	Soutenir les entreprises de la santé
Handicap	Nombre d'employeurs publics ayant demandé des aides au handicap à la CDC ⁽⁴⁾	DPS	11 161	11 581	12 206	Favoriser l'inclusion des personnes en situation de handicap
	Nombre de visites sur la plateforme Mon Parcours Handicap (flux) ⁽⁵⁾	DPS	-	150 000	964 691	
Retraites	Nombre de retraités dont la retraite est gérée par la CDC (en millions)	DPS	4,1	4,3	4,2	Gestionnaire des retraites publiques
	Nombre d'utilisateurs des portails de la direction politiques sociales (Peps' et Sara) (en millions) ⁽⁶⁾	DPS	1,256	2,470	2,833	4,9 millions d'ici à 2025
Avoirs en déshérence	Montant des restitutions des consignations et dépôts spécialisés aux bénéficiaires et à l'État (en millions d'euros) ⁽⁷⁾	BDT	-	1 383	1 214	Protéger les consignations et dépôts spécialisés et en assurer le retour aux bénéficiaires
	Nombre d'enfants protégés par les consignations (stock) ⁽⁸⁾	DCB	-	157 277	168 177	Protéger les consignations et dépôts spécialisés et en assurer le retour aux bénéficiaires
Inclusion et accessibilité bancaire	Nombre de clients fragiles bénéficiant de services bancaires adaptés et d'un accompagnement (en millions)	LP	-	1,6	1,6	Agir en faveur de l'accessibilité bancaire et des clientèles financières fragiles
Inclusion numérique	Nombre de personnes accompagnées dans l'usage du numérique ⁽⁹⁾	Groupe	-	250 000	463 932	Accompagner l'inclusion numérique

■ Indicateurs ayant fait l'objet d'une vérification externe.

(1) Nombre de formations validées, hors annulation après validation de la formation. Le rythme de montée en charge s'explique à la baisse par le report du droit individuel à la formation en juin 2021 et à la hausse par l'impact très positif de nombreuses actions médiatiques.
 (2) Hors mobilisation en faveur des entreprises de la santé de Bpifrance, qui s'élève en 2021 à 2,4 milliards d'euros.
 (3) En 2021, cela représente 2 110 entreprises du secteur de la santé soutenues, soit un nombre en hausse de 15 %.
 (4) La CDC gère le mandat du FIPHP, qui, à partir de la contribution versée par les employeurs ne respectant pas l'obligation d'emploi de 6 % de travailleurs handicapés, finance des projets en matière d'inclusion et d'accessibilité.
 (5) Forte montée en charge du dispositif.
 (6) Déploiement de la plateforme affiliés Ma Retraite Publique et du nouveau parcours affiliés Ircantec décalée en avril 2022, expliquant la moindre hausse que prévue.
 (7) Cet indicateur englobe la restitution des montants en déshérence (Ciclade) et le paiement des consignations aux bénéficiaires, ainsi que la déchéance de ces dispositifs au profit de l'État pour les montants n'ayant pas fait l'objet de restitution passé la date limite.
 (8) Il s'agit des enfants dont les revenus (rémunération d'une prestation ou allocation de rentrée pour les enfants placés) sont protégés à la Caisse des Dépôts.
 (9) Nombre de personnes accompagnées par les conseillers numériques financés par la BDT et les différents dispositifs mis en place par le groupe La Poste.

Finance responsable

Risques	Principales politiques Groupe
Suivi insuffisant des risques financiers et extra-financiers auxquels sont exposées les filiales et participations stratégiques	<ul style="list-style-type: none"> – Politiques transversales Groupe, dont plans d'action ODD, politique climat, Charte d'investissement responsable ou encore politique anticorruption – Lettres d'orientations annuelles aux entités intégrant des critères ESG – Dialogue et implication d'administrateurs CDC dans la gouvernance incluant les sujets ESG
Manque de prise en compte des critères ESG dans les décisions d'investissements et d'octroi de prêts, et dans le choix des clients, susceptible d'avoir un impact financier et extra-financier négatif et d'exposer à des risques de controverses	<ul style="list-style-type: none"> – Charte d'investissement responsable du Groupe et ses politiques thématiques – Doctrine d'intervention intégrant des objectifs de contributions sociétales (BPI, BDT) – Analyse ESG systématique pour les comités d'investissement – Comité trimestriel des controverses des entreprises cotées (GDA) – Intégration de critères RSE dans l'intéressement de l'Établissement public – Formation des collaborateurs aux enjeux DD (module ODD)
Manque d'engagement des entreprises sur des sujets pouvant conduire à des risques réglementaires, financiers ou de réputation	<ul style="list-style-type: none"> – Charte d'investissement responsable du Groupe et ses politiques thématiques, notamment politique de vote et gouvernance des entreprises cotées – Comité trimestriel des controverses des entreprises cotées (GDA) – Enquêtes ESG annuelles envoyées aux sociétés de gestion (BPI, GDA)

Principales cibles et indicateurs de performance

Thématique	Indicateur	Périmètre	2019	2020	2021	Cibles
Gestion des filiales et des participations	Taux de participation des représentants de la Caisse des Dépôts aux conseils d'administration des filiales et participations stratégiques cotées et non cotées⁽¹⁾	Groupe	87 %	90 %	89 %	Maintenir un taux élevé
Charte IR	Part des encours d'investissement faisant l'objet d'une analyse ESG (prise de décision et suivi) (en %) ⁽²⁾	Groupe	100 %	100 %	100 %	100 % des encours sous intégration ESG
	Score de déploiement des bonnes pratiques de la Charte d'investissement responsable du Groupe	Groupe (BPI, GDA, PPS, BDT)	73 %	78 %	83 %	90 % d'ici à 2024
Intégration ESG	Taux de déploiement de la Charte IR relatif à la « prise en compte documentée des données ESG dans la décision d'investissement »⁽³⁾	Groupe (BPI, GDA, PPS, BDT)	70 %	89 %	91 %	
	Taux de déploiement de la Charte IR relatif au « niveau et à la qualité de la collecte de l'analyse d'informations ESG »⁽³⁾	Groupe (BPI, GDA, PPS, BDT)	70 %	72 %	74 %	Voir cible sur la Charte IR
Engagement actionnarial	(I et P) Taux de déploiement de la Charte IR relatif au « niveau et à la qualité du dialogue actionnarial sur des enjeux ESG »⁽³⁾	Groupe (BPI, GDA, PPS, BDT)	63 %	65 %	67 %	
	Part des sociétés en portefeuille (actions discrétionnaires) ayant fait l'objet d'un dialogue actionnarial (toutes thématiques ESG confondues) ⁽⁴⁾	GDA	–	80 %	88 %	Engagement systématique des entreprises à enjeu
Formation/sensibilisation à la RSE et aux ODD	Part des entités ayant déployé un dispositif de sensibilisation aux ODD/à la RSE (en %) ⁽⁵⁾	Groupe	38 %	38 %	79 %	100 % d'ici à fin 2022
	Part des entités intégrant des objectifs DD/RSE individuels et/ou collectifs dans la rémunération (en %) ⁽⁶⁾	Groupe	–	–	64 %	Poursuivre le déploiement

■ Indicateurs ayant fait l'objet d'une vérification externe.

(1) Un taux de présence distinct de 100 % ne veut pas dire que la CDC n'est pas représentée au conseil d'administration. Lorsqu'ils sont absents, les administrateurs se font en effet systématiquement représenter par un autre administrateur CDC présent. Données 2019 sans Bpifrance, SFIL et La Poste, les deux derniers n'ayant été rattachés qu'en 2020. Données 2020 sans Bpifrance et La Poste.
 (2) Donnée hors La Poste. Le déploiement de la Charte IR est évalué pour chaque entité à partir de critères prédéfinis sur trois domaines : les engagements, leur mise en œuvre et la mobilisation des équipes, qui sont notés puis agrégés. Une note globale de 100 % signifie ainsi que les différentes équipes assurent une intégration complète de toutes les bonnes pratiques listées.
 (3) Donnée hors La Poste.
 (4) Le périmètre de l'indicateur porte sur les actions discrétionnaires.
 (5) Sont comptabilisées toutes les entités ayant mis en place un dispositif de sensibilisation/formation transversale sur les sujets RSE/ODD ciblant à minima l'ensemble des collaborateurs de la filiale de premier rang.
 (6) Cela inclut l'intégration de critères ou d'objectifs RSE/DD dans la rémunération individuelle et/ou collective.

Éthique et conformité

Risques	Principales politiques Groupe
Pratiques non éthiques (corruption, ententes illicites, conflits d'intérêts...) et/ou manque de déontologie (fraude, blanchiment de capitaux et/ou de financement du terrorisme [BC-FT], transparence fiscale, respect de la libre concurrence, transparence des activités de lobbying...) de la part des collaborateurs et/ou dirigeants du Groupe	<ul style="list-style-type: none"> – Charte de déontologie du Groupe et déclinaisons associées des entités – Politiques du Groupe : prévention et gestion des conflits d'intérêts, lutte contre la corruption et lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (LCB-FT) – Dispositifs d'alertes professionnelles anonymes et protégeant le lanceur d'alerte – Modules associés de formation des collaborateurs – Dispositif de contrôle et d'audit interne du Groupe
Non-réponse aux attentes des parties prenantes pouvant conduire à des réclamations, des litiges, des atteintes réputationnelles	<ul style="list-style-type: none"> – Relations institutionnelles et politique partenariale – Médiatrice du Groupe et Charte de la médiation – Comités des parties prenantes, dont le comité du Groupe, présidé par le directeur général
Incapacité à satisfaire les clients et/ou à jouer le rôle de tiers de confiance, non-respect des engagements pris auprès des clients et/ou bénéficiaires finaux	<ul style="list-style-type: none"> – Médiatrice du Groupe et Charte de la médiation – Dispositif déontologique du Groupe incluant la loyauté en matière de relation clients – Dispositifs de gestion de la relation clients et enquêtes de la satisfaction des entités
Perte d'intégrité des systèmes d'information, défaillances dans les systèmes opérationnels, fuite de données à caractère confidentiel ou personnel	<ul style="list-style-type: none"> – Politique de sécurité des systèmes d'information du Groupe et dispositifs associés (tests d'intrusion, audits, contrôle, formation des collaborateurs...) – Réseau RGPD du Groupe – Politiques RGPD de chacune des entités et dispositifs associés

Principales cibles et indicateurs de performance

Thématique	Indicateur	Périmètre	2019	2020	2021	Cibles
Éthique des affaires	Nombre d'alertes professionnelles reçues et traitées au cours de l'année écoulée⁽¹⁾	CDC	6	32	25	100 % des entités avec dispositifs d'alertes et 100 % des alertes traitées
		Groupe	46	208	675	
	Part des entités ayant déployé un dispositif de formation/sensibilisation des collaborateurs (en %) ⁽²⁾ : – sur les sujets LCB-FT – sur les sujets de corruption	Groupe	77 %	77 %	79 %	100 % dès que possible
		CDC	54 %	69 %	79 %	
Part des collaborateurs formés sur les sujets LCB-FT dans l'année	CDC	–	–	37 %	100 % des nouveaux arrivants formés	
	CDC	–	–	75 %	100 % des nouveaux arrivants formés	
Satisfaction des parties prenantes	Nombre de griefs et plaintes déposés contre l'entité concernant ses impacts sur l'environnement, sur la société, sur les droits de l'Homme, les sujets RH ou des pratiques de corruption⁽³⁾	Groupe	3	3	8	< 5
		Groupe	0	0	0	0
Qualité de l'offre et satisfaction clients	Part des entités ayant déployé un dispositif formalisé d'évaluation de la satisfaction clients⁽⁴⁾	Groupe	82 %	73 %	64 %	100 %
		Groupe	287	999	1 999	100 % de saisines déposées instruites
Sécurité des données et protection de la vie privée	Nombre de plaintes reçues de la Cnil pour atteinte aux données personnelles⁽⁶⁾	CDC	2	2	1	100 % de plaintes reçues et traitées
		Groupe	9	6	1	
Contribution/responsabilité fiscale	Contribution au budget de l'État (en milliards d'euros)	CDC	1,8	0,5	2,5	

■ Indicateurs ayant fait l'objet d'une vérification externe.

(1) Données hors Bpifrance et Informatique CDC, incluant le groupe La Poste à partir de 2021.
 (2) Cela inclut les entités déployant des formations présentielle ou des modules de e-learning à tous les collaborateurs exposés selon un cycle régulier ou a minima obligatoire pour les nouveaux arrivants. Donnée incluant SFIL à partir de 2020. Groupe La Poste non inclus.
 (3) Cela inclut tous contentieux juridiques en cours (un contentieux peut donc être comptabilisé plusieurs années de suite, tant qu'il n'est pas clos) directement déposés contre l'une ou l'autre des entités du groupe Caisse des Dépôts (hors groupe La Poste) dont la direction juridique du Groupe aurait connaissance, soit a minima tout contentieux supérieur à 10 millions d'euros. Sur les 8 contentieux en cours au 31 décembre 2021, 5 correspondent à des accidents de bus de Transdev. En 2021, la direction juridique a en outre recensé 17 contentieux en matière RH, groupe La Poste non inclus.
 (4) Cela inclut la présence d'un dispositif formalisé et régulier de mesure de la satisfaction clients ayant vocation à couvrir une section représentative de l'activité. SFIL consolidé à partir de 2020. Le groupe La Poste n'est pas encore consolidé.
 (5) Forte hausse des saisines liées au déploiement des plateformes d'intérêt général Cielade, Mon Compte Formation, Mon Parcours Handicap.
 (6) 2019 : données non disponibles pour CDC Biodiversité et STOA ; 2020 : données non disponibles pour STOA, rajout de SFIL ; 2021 : données non disponibles pour CDC Habitat, STOA, Bpifrance et La Poste.

Ressources humaines

Risques	Principales politiques Groupe
Défaillances dans le développement du capital humain, difficultés à attirer ou retenir les talents	– Politiques et dispositifs de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences, dont mobilité et formation des collaborateurs – Dispositifs de formation des managers – Plan d'action de transformation managériale (CDC) – Déclaration de Groupe Employeur responsable (à venir en 2022)
Mauvaise qualité de dialogue social, dysfonctionnement des instances représentatives en place, détérioration du climat interne de l'entreprise	– Comité mixte d'information et de concertation – Délégués syndicaux du Groupe – Accords Groupe relatifs à l'égalité professionnelle F/H, à la mobilité et à la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (GPEC)
Discrimination à l'emploi et manque de diversité des profils, traitement inégal des collaborateurs	– Politique relative à l'égalité professionnelle femmes-hommes (F-H) – Politiques globales de diversité et d'égalité des chances, dont politique relative au handicap et politique intergénérationnelle (CDC) – Réseau Groupe de promotion de la mixité et de la diversité (Alter'égales) – Réseau de référents Harcèlement mis en place au niveau du Groupe en 2022
Conditions de travail menaçant l'intégrité physique et morale des collaborateurs, augmentation de la fréquence et de la gravité des accidents du travail, des risques psychosociaux et des maladies professionnelles, augmentation de l'absentéisme	– Politique sociale (voir Capital humain) – Politique et accord relatifs à la qualité de vie au travail (CDC) – Enquêtes de climat social menées dans les différentes entités

Principales cibles et indicateurs de performance

Thématique	Indicateur	Périmètre	2019	2020	2021	Cibles
Effectif	Nombre de collaborateurs ⁽¹⁾	CDC	6 767	6 883	7 033	
		Groupe	125 482	120 776	365 468	
Capital humain	Taux de turnover (en %)	CDC	5%	5%	5%	
		Groupe*	20%	18%	20%	
	Part de la masse salariale consacrée à la formation (en %) ⁽²⁾	CDC	4%	2,7%	4%	
		Groupe	–	2,4%	2,9%	Soutenir la formation continue des collaborateurs
Taux d'accès des collaborateurs à la formation (en %) ⁽³⁾	CDC	80%	89%	99,8%		
	Groupe*	66%	60%	76%		
Dialogue social	Nombre d'accords signés dans l'année, dont ⁽⁴⁾ : – rémunération – conditions de travail	Groupe*	1 148	1 210	1 229	
			54%	55%	55%	Assurer un dialogue social dynamique et de qualité
			18%	27%	27%	
Diversité et égalité des chances	Part de femmes : – dans les recrutements ⁽⁴⁾ – dans les effectifs	Groupe*	35%	38%	38%	
			39%	38%	39%	
			29%	32%	31%	Parité des comités exécutifs
	– dans les comités exécutifs (ou assimilés) ⁽⁵⁾					
Taux d'emploi direct de travailleurs en situation de handicap (en %) ⁽⁶⁾	CDC	–	5,7%	5,8%	> 6%	
Part des classes d'âge dans les recrutements (en %) : – moins de 30 ans – plus de 50 ans	Groupe*	41%	40%	40%	Favoriser l'intergénérationnel	
		9%	10%	12%		
Santé-sécurité, qualité de vie au travail	Taux d'absentéisme pour maladie (en %) ⁽⁷⁾	CDC	3%	3%	3%	
		Groupe*	5%	6%	6%	Maintenir un taux bas
	Part des effectifs rattachés à une entité ayant mené une enquête de satisfaction des collaborateurs pendant l'exercice ⁽⁷⁾	Groupe*	–	–	88%	

(1) La donnée Groupe 2021 intègre pour la première année les effectifs du groupe La Poste. ■ Indicateurs ayant fait l'objet d'une vérification externe.
 (2) Périmètre France, moyenne calculée hors STOA et CDC Biodiversité. * Données hors La Poste.
 (3) Périmètre France. À partir de 2020, le taux d'accès à la formation est calculé comme suit : nombre de salariés ayant bénéficié d'au moins une action de formation/effectif moyen mensuel CDI-CDD. Donnée Groupe hors STOA, CDC Biodiversité et La Poste.
 (4) Périmètre France, hors La Poste.
 (5) Hors La Poste et SCET.
 (6) Changement méthodologique entre 2019 et 2020.
 (7) Périmètre France.

Opérations internes

Risques	Principales politiques Groupe
– Risques d'image et de réputation liés à la non-tenue des engagements pris en matière de décarbonation	– Politique climat du Groupe et ses déclinaisons sectorielles – Politique de réduction de la consommation d'énergie et d'approvisionnement en énergies renouvelables des entités
– Non-atteinte des missions du Groupe en matière de transition écologique	– Plan de déplacement des entités – Schéma de promotion des achats publics socialement et écologiquement responsables de l'Établissement public, et politiques achats responsables propres à chaque entité

Principales cibles et indicateurs de performance

Thématique	Indicateur	Périmètre	2019	2020	2021	Cibles
Émissions de GES	Émissions de GES du fonctionnement interne (en teq CO ₂) ⁽¹⁾ :	– Scope 1	58 641	64 148	55 612	
		– Scope 2	2 305	2 551	2 209	–46% entre 2019 et 2030 sur les émissions des scopes 1, 2 et 3 pilotable (CDC inclus)
		– Scope 3	2 109	2 377	1 763	
	– Scopes 1, 2 et 3 pilotable	54 227	59 220	51 640		
	Émissions de GES des opérations du Groupe (en millions de teq CO ₂) ⁽²⁾ :	– Scope 1	26 656	20 486	16 906	
		– Scope 2	–	4,809	5,181	95% des émissions couvertes par une cible de réduction alignée sur l'accord de Paris
		– Scope 3	–	1,821	2,187	
Part des émissions résiduelles internes compensées (en % des scopes 1, 2 et 3 pilotable) ⁽³⁾		CDC	–	53%	81%	
Groupe	–	50%	53%			
Énergie	Consommation d'énergie finale totale (en MWh)	CDC	40 759	35 397	38 641	Réduire l'intensité énergétique des activités
	Consommation énergétique du parc immobilier d'exploitation (en kWh et/m ²) ⁽⁴⁾	CDC	216	187	203	–10% entre 2019 et 2025
	Part de la consommation énergétique couverte par les ENR (en %)	CDC	69%	68%	71%	75% d'ici à 2025
Eau	Volume total d'eau consommé (en millions de m ³)	CDC	0,088	0,060	0,057	
Déchets	Volume de déchets (en tonnes)	CDC	915	744	754	
	Part de déchets valorisés (recyclé, composté) (en %)	CDC	69%	62%	64%	
Achats responsables	Montant des achats auprès du secteur protégé (en M€) ⁽⁵⁾	CDC	0,6	0,9	0,6	
	Part des entités du Groupe ayant formalisé une politique achats responsables (en %) ⁽⁶⁾	Groupe	–	2,02	31,98	
		Groupe	46%	54%	57%	

(1) Calcul des émissions des activités, hors émissions des investissements et financements, comptabilisées séparément (cf. page Transition écologique). La CDC calcule la totalité de son scope 3, les émissions pilotables excluent notamment la partie estimée des achats de produits et services, les déplacements des visiteurs et les déplacements domicile-travail.
 (2) Calcul des émissions des activités, hors émissions des investissements et financements, comptabilisées séparément (cf. page Transition écologique). Pour le Groupe, ces émissions portent sur les scopes 1 et 2, ainsi que sur les postes du scope 3 les plus significatifs au sein des entités, ces postes varient selon l'activité des entités. En 2021, 92% des émissions du Groupe sont couvertes par une cible de réduction alignée sur l'accord de Paris.
 (3) Opérations de compensations conduites dans l'année pour les émissions de l'année précédente, le ratio est donc exprimé en pourcentage des émissions pilotables de l'année précédente.
 (4) Hausse de 9% par rapport à 2020 s'expliquant par un effet rebond de la crise sanitaire.
 (5) Données 2021 incluant La Poste qui n'était pas comptabilisée les années précédentes. Données Transdev, STOA, SCET, Egis et Compagnie des Alpes non disponibles.
 (6) Politique achats responsables entendue comme tout type de document formalisé (par exemple charte, guide, schéma de promotion des achats responsables) encadrant la prise en compte de critères environnementaux et sociaux dans les processus d'achats. Intègre La Poste depuis 2021.

La recherche et le mécénat au service du développement durable

Afin d'agir pour un monde plus durable, le groupe Caisse des Dépôts s'appuie sur les expertises et les travaux menés par l'Institut pour la recherche de la Caisse des Dépôts, ses filiales Novethic, CDC Biodiversité et son think tank I4CE. La Caisse des Dépôts soutient aussi, par le biais de ses actions de mécénat, des projets durables et responsables en architecture et paysage.

La recherche au service d'une stratégie de long terme

L'Institut pour la recherche de la Caisse des Dépôts a pour objet le soutien à des travaux de recherche dans les champs d'intervention stratégiques et les métiers du groupe Caisse des Dépôts. Pour nourrir ses travaux, l'Institut soutient, finance et échange avec de nombreuses universités, centres de recherche et think tanks.



<https://www.caissedesdepots.fr/institut-pour-la-recherche>

Accélérateur de transformation durable

Média Web de référence et expert de la finance durable, Novethic combine les approches pour offrir aux acteurs financiers, aux entreprises et à leurs collaborateurs les clés d'une transformation durable. Notre mission est de diffuser la culture du développement durable, d'éclairer les prises de décision et de faciliter l'action.



<https://www.novethic.fr/>

Concilier biodiversité et économie

CDC Biodiversité a pour mission de concilier biodiversité et développement économique au service de l'intérêt général. Elle imagine des solutions économiques, écologiques et financières pour mettre en œuvre des actions concrètes de restauration de la biodiversité, dont elle peut assurer la gestion sur le long terme en tant que filiale du groupe Caisse des Dépôts. Pionnière en matière de compensation écologique, elle pilote la mission Économie de la biodiversité, dont les études proposent des innovations qui privilégient les solutions fondées sur la nature.



<https://www.cdc-biodiversite.fr/>

L'économie au service du climat

L'Institut de l'économie pour le climat (I4CE – Institute for Climate Economics) est une association experte de l'économie et de la finance dont la mission est de faire avancer l'action contre les changements climatiques.



<https://www.i4ce.org/>

La Caisse des Dépôts, mécène des possibles

Le mécénat de la Caisse des Dépôts se structure autour de trois programmes : Architecture et paysage, Musique classique et Danse. Son action vise à repérer et soutenir l'émergence et la diffusion de jeunes professionnels, faciliter l'accès des jeunes publics à la culture, favoriser la cohésion sociale en luttant contre les inégalités et contribuer à l'attractivité des territoires.



<http://www.caissedesdepots.fr/mecenat>

Notre écosystème rapports annuels 2021

Mini-site

Retrouvez l'ensemble des documents et toute l'information sur :
<https://www.caissedesdepots.fr/rapport-annuel-2021>



Publications



Rapport financier 2021



Rapport d'engagement sociétal 2021-2022



Rapport annuel Fonds d'épargne 2021



Bilan investissement responsable 2021-2022

Merci à tous les contributeurs, rédacteurs et relecteurs

Édition : groupe Caisse des Dépôts, direction de la communication – direction des finances du Groupe.
Réalisation : HAVAS PARIS
Crédits : couverture : © Guillaume Clauzon x marram.io ; p. 4-5 : © Valentine Vermeil – REA – Caisse des Dépôts – 2021 ; p. 6 : © Jean Claude Moschetti – REA ; p. 7 : © Roger Savry – JP Énergie Environnement ; p. 8 : © Jean Claude Moschetti – REA ; p. 9 : © Sébastien Ortola – REA ; p. 10 : © Mathilde Mazars – REA ; p. 11 : © Laurence Geai – Caisse des Dépôts – 2021 ; p. 12 : © Benoît Decout – REA – Caisse des Dépôts – 2021 ; p. 16, p. 18-19 : © Jair Lanes – Caisse des Dépôts – 2022 ; p. 22 : © Frédérique Plas – Caisse des Dépôts – 2019 ; p. 24 : © Urban Canopee ; p. 27 : © François Henry – REA ; p. 29 : © Sébastien Ortola – REA ; © Caisse des Dépôts ; p. 31 : © Thomas Gogny – 2017 ; © Caisse des Dépôts/Jean-Marc Pettina ; p. 33 : © Stéphane Audras – REA – Caisse des Dépôts – 2021 ; © Frédéric Maigrot – REA ; p. 35 : © Laurence Geai ; p. 37 : © Didier Bizet – Caisse des Dépôts – 2022 ; © Sophie Ferracci ; p. 39 : © Laurence Geai – Caisse des Dépôts – 2021 ; © Jean Nicholas Guillo – Caisse des Dépôts – REA ; p. 41 : © Laurence Geai – Caisse des Dépôts – 2021 ; p. 42 : © Jean Baptiste Barret – Caisse des Dépôts – REA – 2021 ; p. 56 : © Simon Lambert – Caisse des Dépôts – REA – 2020 ; p. 59 : © Bruno Delessard – Challenges – REA ; p. 61 : © Xavier Popy – Caisse des Dépôts – REA – 2022 ; p. 63 : © Pierre Vassal – Haytham – REA ; p. 65 : © Florent Michel 11h45 ; p. 66 : © Arnaud Février – Caisse des Dépôts.

Imprimé sur papier 100% recyclé.

Groupe Caisse des Dépôts
56, rue de Lille
75007 Paris
T 01 58 50 00 00

   
caissedesdepots.fr



Ensemble, faisons grandir la France